11e année — N° 205 — 25 Août 1935 Prix : 2 francs

# la Révolution prolétarienne

REVUE BIMENSUELLE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE

DANS CE NUMÉRO :


## L'aventure fasciste en Abyssinie

Par PIETRO NENNI

## La Conférence Nationale de Saint-Denis

Deux déclarations du « Noyau » : I. Notre position après la Conférence. -- II. Le cas Valois ; les raisons de notre attitude -- Physionomie des débats -- Le dictateur dégonflé -- Documents -- Correspondance.

## Le Syndicalisme en danger

Réponses de : P. MADER, MARCEAU PIVERT et A. WINTERMANTEL, à notre enquête sur le mouvement des fonctionnaires.

## Au Congrès du Syndicat National des Instituteurs

Par M. CHAMBELLAND


CEDIAS BIBLIOTHÈQUE MUSÉE SOCIAL

Source gallica.bnf.fr / CODHOS / CEDIAS – Musée social

# la Révolution prolétarienne

Revue bimensuelle syndicaliste révolutionnaire

(Paraissant le 10 et le 25)

*54, rue du Château-d'Eau — PARIS (X^e^)*
*(Métro : Château-d'Eau ou Lancry)*

Téléph. BOTzaris 21-02

**CONDITIONS D'ABONNEMENT**

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

| | |
|---|---|
| Trois mois..... | 10 fr. |
| Six mois..... | 20 » |
| Un an..... | 40 » |

EXTERIEUR

| | |
|---|---|
| Trois mois..... | 13 fr. |
| Six mois..... | 26 » |
| Un an..... | 50 » |

◆

PERMANENCE :
Tous les soirs, de 18 à 19 heures
54, rue du Château-d'Eau

◆

ADRESSER LA CORRESPONDANCE
concernant la Rédaction et l'Administration
à la *Révolution Prolétarienne*
54, rue du Château-d'Eau, Paris-10^e^

◆

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS
notre compte de chèques postaux :
« Révolution Prolétarienne » 734-99 Paris


## La Ligue Syndicaliste

*La Ligue Syndicaliste se propose :*

1° *De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C.G.T. et d'une seule Internationale syndicale ;*

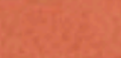
2° *De sortir les deux C.G.T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible ;*

3° *De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;*

4° *De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;*

5° *De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale, d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.*

# SOMMAIRE




**A LA VEILLE DE LA GUERRE :**

**L'aventure fasciste en Abyssinie** .... Pietro NENNI

**Gouvernement d'assassins**

**Contre la guerre! Contre l'union sacrée!**

**La Conférence Nationale de Saint-Denis :**

**Deux déclarations du « Noyau » de la « R.P. » :**

I. — Notre position après la Conférence;

II. — Le cas Valois. Les raisons de notre attitude.

**Physionomie des débats**. M. CHAMBELLAND

**Le dictateur dégonflé**.... P. M.

**Documents :**

I. — Un article de Chazoff;

II. — Mise au point;

III. — La réponse de Valois;

IV. — Quelques commentaires.

**Correspondance.**

**Le Syndicalisme en danger :**

Réponses à notre enquête de.. P. MADER, Marceau PIVERT, A. WINTERMANTEL

**Renaissance du Syndicalisme :**

Au Congrès du Syndicat national des instituteurs ..... M. CH.

## A LA VEILLE DE LA GUERRE

# L'aventure fasciste en Abyssinie

Les illusions sont tombées : malgré la niaiserie des négociations diplomatiques engagées à Genève à côté de la question, la guerre est sur le point d'éclater en Afrique Orientale par la volonté du fascisme italien et de son chef.

Il faut reconnaître que Mussolini n'a pas rusé avec ses responsabilités. Si dans le discours de Cagliari (8 juin) il avait invoqué une « suprême nécessité » défensive, si dans la plus que médiocre préparation diplomatique de son affaire il avait fait état de l'agressivité éthiopienne, par contre dans les interviewes qu'il a accordées à différents journalistes étrangers, il a été tout a fait explicite. Il a dit entre autres à M. de Kérillis de l'*Echo de Paris* (21 juillet) :

« *Je pense pour l'Italie comme ont pensé pour l'Angleterre les grands Anglais qui ont fait son empire, comme ont pensé pour la France ses grands colonisateurs.* »

Le même journaliste parisien a, d'ailleurs, enregistré une déclaration encore plus nette de Rossoni, le ministre de l'agriculture :

« *Cette affaire* (c'est-à-dire l'affaire d'Abyssinie) *est née dans son esprit* (de Mussolini), *elle y a germé, elle y a grandi, elle est son œuvre et son œuvre à lui seul.* » (*Echo de Paris,* 23 juillet).

Il serait peut-être intéressant de rechercher à quel moment « cette affaire » a germé dans l'esprit de Mussolini. On trouverait alors que le « Duce » s'est décidé pour l'aventure abyssine après la faillite de sa politique européenne. L'historien Ferrero en a fait la remarque très juste en écrivant :

« *Mussolini est obligé de faire la guerre en Afrique parce qu'il a été forcé de devenir un gardien des traités en Europe, et un gendarme de la paix. Si, comme en Europe, il faisait une politique pacifique en Afrique, il serait obligé d'avouer qu'il suit la même politique que les gouvernements qui l'ont précédé : une politique qu'il a toujours dénoncée comme étant une trahison de l'Italie. Plutôt une catastrophe que cet aveu.* » (*Journal des Nations,* 31 juillet).

◇◇◇

La guerre d'Ethiopie sera donc la guerre de Mussolini, mais les précédents historiques nous prouvent qu'elle est en même temps la guerre de l'impérialisme capitaliste italien dont Mussolini est l'instrument.

Arrivée tard dans le concert des puissances européennes, l'Italie était trop faible et trop absorbée par ses difficultés intérieures, lorsque, à la fin du siècle dernier, entre 1880 et 1890, a pris corps l'avancée de l'impérialisme européen en Afrique. A cette époque-là, africanistes et antiafricanistes se sont affrontés en Italie avec une extrême violence. Pris entre les tâches de l'organisation à l'intérieur et le rêve de puissance et d'expansion coloniale en Afrique, l'Etat italien ne sut être ni africaniste à fond, ni antiafricaniste conséquent. En 1881, il écartait l'invitation britannique de s'associer à l'occupation de l'Egypte, mais l'année suivante, il s'installait sur la mer Rouge, dans la baie d'Assab. Trois ans plus tard, en février 1885, il occupait Massaouah et se laissait par la suite entraîner dans le guêpier éthiopien, prenant fait et cause dans la lutte entre les « ras », voulant et ne voulant pas, et aboutissant, en fin de compte, à la défaite militaire et politique d'Adoua (1896) où le corps d'expédition italien fut battu par l'armée, infiniment plus nombreuse, du négus neghesti Menelick qui s'était proclamé empereur en 1889 avec l'appui des Italiens.

La défaite d'Adoua, qui n'était en elle-même nullement irréparable, mit fin à l'aventure éthiopienne; elle jeta bas la dictature réactionnaire de Crispi et assura à l'intérieur la prédominance des partis et des hommes pour qui le relèvement de la nation était fonction non pas de l'expansion coloniale, mais de la mise en valeur du pays. Le développement du parti socialiste, qui s'était constitué en 1892 et qui devint une grande force politique après 1900, fut un événement décisif d'ordre (au vrai sens du mot), de progrès, de prospérité. C'est autour du parti socialiste et par son impulsion que s'accomplit la transformation du pays, même au sens physique du mot.

◇◇◇

L'impérialisme et le colonialisme, écrasés en 1896, ne se tinrent pas pour battus. La propagande nationaliste, bien que confinée aux milieux militaires et de la bourgeoisie intellectuelle, ne cessa de poser le problème italien comme un problème d'expansion coloniale, au point de vue économique, démographique et géographique. Les visées coloniales de l'Italie se portèrent, avant la guerre, sur la Libye, dont Giolitti entreprit la conquête en 1911-12, et après la guerre sur l'Asie Mineure (Smyrne et l'Anatolie). Parfois certains éléments socialistes (par exemple le philosophe marxiste Labriola) ou syndicalistes se joignirent aux nationalistes, mais cette propagande et cette politique ne furent jamais vraiment populaires.

Pour un quart de siècle, de 1900 à 1925, on peut dire que le progrès économique et social du pays a été constant malgré l'augmentation de la population et même malgré la guerre. Du point de vue démographique, la solution s'est trouvée dans l'émigration en Europe, en Afrique (surtout en Tunisie), en Amérique et cette solution a profité très largement à l'économie du pays, dans la mesure très considérable où elle a ravivé le commerce italien et par les remises d'argent des émigrés qui ont équilibré la balance des comptes, comblant le déficit de la balance commerciale. De ce fait, la propagande nationaliste s'est trouvée handicapée.

Mais avec l'avènement du fascisme, les problèmes de puissance, et donc d'expansion, ont été amenés au premier plan. Le fascisme s'est efforcé de déplacer l'attention du pays du problème social au problème national. Il a rem-

placé la notion de lutte de classes à l'intérieur par la notion de la lutte entre les Etats à l'extérieur. Il a mené campagne contre les peuples « pourvus et repus ». En même temps, le fascisme s'est efforcé, par des moyens directs, d'exaspérer l'expansionnisme italien, qui s'est ainsi développé avec une force accrue. Sa politique démographique, qui vise le nombre comme un élément de puissance, sa politique économique inspirée de l'autarchie, enfin les mesures qu'il a prises en 1927-28 pour faire obstacle à l'émigration, tout cela a contribué à exaspérer le problème italien. La crise a été sur ce plan et sur beaucoup d'autres l'alliée du fascisme. Le rehaussement de barrières douanières et les difficultés naturelles qui ont surgi sur le chemin des émigrés, ont complété l'œuvre du fascisme. D'où le mot d'ordre de Mussolini, qui est l'aboutissement logique de la politique fasciste : « Ou l'expansion, ou l'explosion ».

◇◇◇

Si les diplomates qui, à Genève ou dans les différentes capitales, perdent leur temps à des questions de procédure, étaient de bonne foi, ils seraient à plaindre et il faudrait douter de leur intelligence. Il ne fallait pas beaucoup de perspicacité pour comprendre que l'incident italo-abyssin du 5 décembre 1934 à Ual-Ual n'était que l'occasion ou le prétexte pour un « règlement de compte » décidé par avance. En tout cas, après le 11 février, date de la mobilisation de deux premières divisions envoyées en Afrique, le prestige de Mussolini était engagé. Dans un régime parlementaire, le prestige ou la faute d'un ministre ne pèsent pas lourd. On renverse le ministre et la vie et l'histoire reprennent leur cours normal. Il en va autrement en Italie ou en Allemagne où le prestige du dictateur domine tout.

Mussolini ne peut s'arrêter à mi-chemin que s'il se heurte à un obstacle insurmontable.

Les obstacles qu'on peut envisager sont à l'heure actuelle les suivants :

1° La force de résistance de l'Abyssinie. Mussolini l'a peut-être sous-évaluée. Il a en tout cas surévalué l'avantage que la technique moderne (motorisation, aviation, etc.) assure au corps d'expédition italien. L'expérience de 1896 prouve que le problème le plus redoutable pour une armée d'occupation est celui du ravitaillement. La guerre motorisée exige de l'essence, encore de l'essence, toujours de l'essence, de même que les hommes exigent en Afrique de l'eau, encore de l'eau, toujours de l'eau. La nature du terrain permettra aux Ethiopiens une guérilla d'embuscades et de coups de main qui mettra à une rude épreuve l'endurance du corps d'expédition. En tout état de cause, il semble difficile que l'aventure soit terminée avant la nouvelle saison des pluies; ce qui voudrait dire encore une année de campagne avec un effort trop nettement disproportionné aux résultats possibles;

2° Après les Abyssins, le manque d'argent sera le grand ennemi de Mussolini. Avant que la guerre ne soit commencée, les difficultés financières se font déjà angoissantes. Pour payer ses fournisseurs étrangers, le gouvernement de Rome a dû réduire au-dessous du minimum légal de 40 % la couverture métallique de la circulation, ouvrant ainsi la voie à l'inflation;

3° La Société des Nations cause aussi des ennuis à Mussolini. Elle s'est jusqu'ici cantonnée dans le maquis de la procédure, mais le jour approche où elle devra en sortir et prononcer la condamnation de l'agresseur, à moins qu'elle ne préfère prononcer sa propre condamnation. L'appui que Mussolini a trouvé au Quai d'Orsay a, dans une certaine mesure, compensé l'hostilité du Foreign Office. Mais le Quai d'Orsay n'ira pas jusqu'à sacrifier à l'amitié plus que douteuse de Mussolini son système d'organisation de la paix (ou de conservation du *statu quo*) qui repose tout entier sur la Société des Nations et sur les articles 10, 11 et 15 du Covenant. Le jour où la Société des Nations aura à se prononcer sur le fond du problème (que ce soit le 4 septembre ou après) l'Italie fasciste quittera Genève et se posera alors le problème des représailles possibles. En Angleterre, on a déjà envisagé la fermeture du canal de Suez qui, jointe au boycottage, porterait un coup sérieux au fascisme;

4° Les complications européennes de la guerre d'Afrique peuvent placer le fascisme devant de redoutables difficultés. Le prestige de la dictature mussolinienne est engagé autant en Afrique qu'au Brenner. Or, malgré les rodomontades du « duce », l'Italie ne serait pas à même de faire front à la fois sur les hauts plateaux éthiopiens et sur les Alpes;

5° Enfin Mussolini doit compter avec les complications que la guerre peut soulever à l'intérieur. Déjà une certaine inquiétude règne dans la nouvelle classe dirigeante italienne, tandis que le peuple se demande si la renonciation à la liberté politique qu'on lui a imposée et si les souffrances qu'il a endurées pendant dix ans doivent avoir comme conséquence une colossale saignée sous le soleil accablant d'Afrique.

Si le fascisme doit demander au pays un effort prolongé, si la guerre n'est pas une promenade militaire comme on l'a promis, si des complications financières s'ajoutent aux complications militaires, alors les forces éparses d'opposition se cristalliseront sur la question de la guerre qui, comme en 1896, ouvrira la voie à la révolte.

Tel est, en tout cas, le but que se sont assigné les révolutionnaires antifascistes italiens.

Pietro NENNI.

---

# Gouvernement d'assassins !

*Après Brest, Toulon ! Ici et là le gouvernement Laval-Herriot-Frossard a fait donner ses mercenaires contre les ouvriers des arsenaux défendant leur droit à la vie. A Brest comme à Toulon, des travailleurs ont été tués, assassinés.*

*Au lieu d'insinuer lâchement et bêtement que les assassinés de Brest et de Toulon auraient pu être des « provocateurs », la presse ouvrière quotidienne ne ferait-elle pas mieux d'inciter les organisations à riposter avec un peu plus d'énergie aux actes criminels du gouvernement des renégats ?*

*Au temps de Villeneuve, et, moins loin de nous, lors des assassinats du Havre, on était un peu moins résigné à laisser tuer les siens.*

**CONTRE LA GUERRE ! CONTRE L'UNION SACRÉE !**

# La Conférence nationale de St-Denis

En dépit des incidents qui s'y produisirent et dont nous rendons compte dans ce numéro, la Conférence nationale contre la guerre et contre l'union sacrée, réunie les 10 et 11 août à Saint-Denis, a été un effort utile.

Le fait qu'avec de très faibles moyens, nous ayons pu rassembler plus de 500 militants et représentants d'organisations de diverses tendances, malgré le boycott complet de notre initiative par la presse quotidienne, ce fait est par lui-même réconfortant.

Il prouve qu'une fraction importante du prolétariat de ce pays n'est pas disposée à se laisser entraîner dans la duperie de l'union sacrée, même sous le prétexte de défendre l'Union Soviétique. Il montre que la terrible leçon de 1914 n'est pas perdue.

Si nous ne sommes pas satisfaits de l'issue des débats de Saint-Denis — comme on le verra plus loin — nous adjurons cependant tous nos camarades de ne pas céder au découragement.

La lutte contre la guerre et contre l'union sacrée ne doit pas se ralentir. Chacun de nous doit s'efforcer, *au sein de son organisation,* parti politique ou syndicat, de propager les idées essentielles émises à Saint-Denis; les menaces de guerre, les préparatifs de notre impérialisme doivent être dénoncés par nous à chaque occasion. Notre action contre la guerre doit être de tous les instants.

Cet effort ne sera pas seulement utile : il est indispensable. Contre la guerre, contre l'union sacrée, poursuivons tous ardemment notre travail !

# Deux déclarations du "Noyau" de la R. P.

## I. — Notre position après la Conférence

*Les militants de la* Révolution Prolétarienne *ont décidé de ne point participer au nouveau Comité issu de la Conférence de Saint-Denis. Nous donnons plus loin les raisons de notre abstention. Elles tiennent toutes dans le cas Valois.*

*Mais il est à nos yeux quelque chose de plus important et de plus grave encore que le cas Valois. Nous nous demandons, et chaque militant devrait se demander avec nous, si la Conférence de Saint-Denis a choisi la bonne voie.*

*Que devait-on faire à Saint-Denis?*

*Rassembler tous les adversaires de la guerre et de l'union sacrée, tous ceux qui considèrent la lutte contre la guerre comme une des tâches essentielles du moment présent. Obtenir ce résultat par-dessus toutes les nuances de pensée et toutes les différences d'organisation. D'abord, faire un geste, un geste solennel : proclamer qu'un grand nombre de militants ouvriers français n'étaient nullement d'accord avec la nouvelle politique de guerre et d'union sacrée exprimée par la déclaration Staline-Laval; ensuite s'entendre sur les moyens pratiques de lutter contre la guerre et d'organiser la solidarité internationale; enfin, décider de se mettre au travail, chacun dans son organisation, pour la propagande et le succès des décisions arrêtées en commun.*

*Un certain nombre de mouvements paraissaient devoir former les bases de l'entente à intervenir, les piliers du Comité de propagande à constituer : les syndicalistes de la Fédération unitaire de l'Enseignement; le rayon communiste (majorité) de Saint-Denis; les éléments de la gauche socialiste (tendance Marceau Pivert et Jeunesses de la Seine); le mouvement pacifiste (Ligue Internationale des Combattants de la Paix et Patrie Humaine); les anarchistes; enfin les syndicalistes, pour la plupart confédérés, réunis autour de la* R.P. *Il n'était question de rassembler ces divers mouvements que pour une action bien déterminée; il n'était pas question de fonder une nouvelle organisation révolutionnaire.*

*Dans la déclaration du Comité d'organisation publiée en tract et servant de convocation à la Conférence, on pouvait lire — et ceci fut approuvé par tous les participants — que nous avions* « le souci de ne pas nuire à l'unité « d'action heureusement réalisée entre les « deux grands partis prolétariens et de ne pas « retarder l'unité syndicale ».

*Lors de l'avant-dernière réunion du Comité d'organisation, l'unanimité se fit pour condamner l'attitude du journal trotskiste* La Vérité, *qui n'avait, paraît-il, pas eu de place pour insérer la déclaration du Comité, mais en avait eu cependant assez pour publier une série de critiques violentes et de prétentions insupportables dont la conclusion était celle-ci :* « Cette conférence n'aura d'utilité que dans la mesure où elle permettra aux militants révolu-

tionnaires de faire un pas de plus dans la voie de la création du seul instrument de lutte efficace contre l'union sacrée : la IVe Internationale. »

*Un effort dans le même sens était fait par* Nouvel âge :

« La *R.P.* — écrivait *Nouvel Age* — ne parle que d'une action internationale du prolétariat contre la guerre. Nous considérons que si cette action n'aboutit pas à la révolution effective, il est inutile d'en parler; on est battu d'avance. Et si l'on conclut à la révolution, il faut le dire, et il faudra dire également quelle révolution. »

*A cela, nous répondions, dans la* R.P. *du* 10 *juillet :*

« Non seulement la *R.P.*, mais l'ensemble des camarades qui se sont rassemblés ne sont pas disposés à mettre la lutte contre la guerre au second plan. L'objet de la Conférence, c'est précisément de rechercher les meilleures formes de cette lutte. Mettre au premier plan la discussion du problème de la révolution et le regroupement révolutionnaire ce serait aller tout droit, à grande vitesse, à la dispersion des éléments socialistes, communistes, anarchistes, syndicalistes qui sont en train de se rassembler contre la guerre et contre l'union sacrée. »

*Et nous ajoutions :*

« Nous sommes bien tranquilles, cette belle opération ne réussira pas. »

*Eh bien ! nous avons eu tort d'être tranquilles. Appelée à choisir entre deux voies : ou le grand rassemblement des adversaires de la guerre et de l'union sacrée, ou la constitution d'une nouvelle organisation révolutionnaire, la majorité de la conférence — tout au moins la majorité apparente — a choisi la seconde de ces voies.*

*En bloquant derrière Valois, les militants de la Fédération unitaire de l'Enseignement, les trotskistes partisans de la IVe Internationale, le capitaine Treint et les autres groupes d'opposition, tous ces éléments se sont réunis beaucoup plus derrière une idée que derrière un homme ; ils ont fait le bloc derrière l'idée du nouveau parti politique révolutionnaire, idée que le Comité provisoire avait écartée.*

*Déjà — conséquence inévitable — la dispersion que nous avions prévue se réalise. Les dégoûtés étaient nombreux, au soir du* 11 *août. Des militants venus de province au nom de* 33 *syndicats nous disent qu'on ne les reverra plus dans des entreprises de ce genre. Que feront demain les socialistes venus nombreux à Saint-Denis ? Et les pacifistes ? Et le rayon communiste de Saint-Denis ?*

*Pour nous, qui craignons qu'à Saint-Denis on n'ait travaillé, en sabotant le mouvement contre la guerre, à la fois pour Laval et pour Staline, nous sommes pleins d'appréhension. Un nouveau parti révolutionnaire ne pourrait être, dans les circonstances présentes, qu'une proie nouvelle pour quelques politiciens ou pour quelque aventurier. Le fonder, ce ne serait pas renforcer l'unité ouvrière en marche, mais, bien au contraire, aggraver l'état de scission, jeter de nouveaux germes de division dans les syndicats. Nous nous y refusons.*

*Si disposés que nous soyons à participer de bonne foi au travail du nouveau Comité lorsqu'il aura éliminé Valois, nous tenons à affirmer ici notre conviction :*

Pour lutter contre la guerre et contre l'union sacrée, comme pour toutes les besognes du prolétariat, rien de solide ni de durable ne peut se faire hors du mouvement syndical.

*S'il nous en manquait un dernier témoignage, la Conférence de Saint-Denis nous l'aura fourni.*

## II. — Le cas Valois. Les raisons de notre attitude

L'émule de Mussolini et l'un des responsables de l'assassinat de Jaurès a été choisi par des hommes qui s'étaient assemblés pour lutter contre l'union sacrée et la guerre, comme l'un de ceux qui devaient leur indiquer les résolutions qu'il fallait prendre pour mener cette lutte. Tel est le fait brutal qui s'est passé à Saint-Denis à notre Conférence nationale lorsque la majorité apparente de celle-ci décida d'envoyer Georges Valois siéger à sa commission des résolutions.

Personne cependant, parmi ceux qui étaient là et qui envoient quotidiennement de La Rocque au poteau, ne pouvait ignorer que les Croix de Feu de La Rocque ne sont que les successeurs des « faisceaux » de Valois, auxquels ils ont emprunté le mode d'organisation, les genres d'action, l' « idéologie » (si l'on peut dire!) et les moyens pécuniaires.

Personne parmi ceux qui étaient là, et qui déclaraient vouloir lutter contre la guerre, ne pouvait ignorer que Jaurès a été assassiné pour son action contre la guerre par l'*Action Française* (1), et que parmi les dirigeants de l'*Action Française* à ce moment, avant, pendant et après l'assassinat de Jaurès, se trouvait Georges Valois.

Le prédécesseur du colonel de La Rocque et l'un des complices de l'assassinat de Jaurès, à la tête d'un mouvement qui s'affirme contre la guerre et l'union sacrée, voilà ce qu'a décidé, en sa troisième séance, notre Conférence de Saint-Denis.

Si l'on voulait trouver la raison profonde de ce scandale, il faudrait, sans doute, la chercher dans l'immoralité qui a gagné à peu près toutes

(1) Nous rappelons que le 28 juillet 1914 l'*Action Française* publiait une énorme manchette sur « les Prussiens de l'intérieur », et le 29, un article de Maurras contenant les deux passages suivants :

« ...Nous ne pouvons pas ne pas voir qu'il y a des Français comme les amis de M. Jaurès qui font voter à leurs congrès des vœux en faveur de la grève générale en temps de guerre, ou qui, élevant l'idée de la paix au-dessus de tout, même au-dessus de l'existence de la patrie, osent se préparer à déchirer ses alliances... »

« ...Dans la carence de l'Etat, *bien des droits de haute police font retour aux citoyens.* Tous ces jours-ci, il importe hautement de se reconnaître entre Français et non-Français, bons Français et ennemis de la France. »

Deux jours après, le membre de phrase que nous avons souligné recevait son exécution. Le camelot du roi Villain exerçait le « droit de haute police », en assassinant Jaurès.

les couches du mouvement révolutionnaire sous l'influence de quinze années de pseudo-bolchévisme.

Mais si ces deux gros faits de la vie de Valois ne pouvaient être ignorés des assistants, il en est un troisième, moins connu, mais tout aussi grave : durant toute sa vie, la tâche spéciale et continuelle de Valois fut la *désagrégation du mouvement ouvrier.*

Malgré la diversité de couleur des drapeaux qu'il servit successivement : noir, blanc, tricolore, et maintenant rouge, — la vie de Valois est, à cet égard, remarquablement une.

### Premier sabotage

Jusqu'à l'âge de 25 ans, Valois, ou plutôt Gressent, — car il ne prendra que plus tard comme pseudonyme le nom de famille de la maison royale de France — est anarchiste. C'est le moment où le mouvement syndical français commence à se développer; commis de librairie, il joue un rôle actif dans la constitution d'un syndicat de sa corporation, ce qui est parfait. Mais le premier mouvement de défense corporative que celui-ci va tenter, en essayant d'organiser le boycott des livres scolaires de la maison Hachette qui veut renvoyer un de ses employés parce qu'il est syndiqué, Valois le diffame en déclarant que ce boycott est une machination de la franc-maçonnerie pour faire du tort à la maison Hachette au profit d'un éditeur républicain! (2)

Petit fait, mais significatif. C'est avec lui que Valois entre dans la vie sociale, et ça va être la continuation de ce travail, la désagrégation du mouvement syndical, qui sera l'œuvre de sa vie.

### Le Cercle Proudhon et les « Corporations »

C'est à l'âge de 26 ans qu'ayant écrit un livre pour lequel il ne trouvait pas d'éditeur, Gressent se met en rapports avec les gens de l'*Action Française.* Ceux-ci acceptent de lui éditer son livre. C'en est fait. L'anarchiste devient aussitôt royaliste; Gressent se mue en Valois et Valois entre à l'*Action Française.*

Pendant les vingt années qu'il y restera, son rôle sera : détruire l'organisation ouvrière. Le reste du personnel de la maison n'est, en effet, pas préparé à cela : aristocrates, ou universitaires, ou hommes de coups de main, ils peuvent difficilement s'adresser directement aux ouvriers; Valois, d'origine « plébéienne » et venu « des bas-fonds de l'anarchie », comme ils disent, est le seul qui peut tenter quelque chose à cet égard. Ce sera sa fonction.

Dans une première phase, Valois essaie de désorganiser le mouvement ouvrier par la tête, si l'on peut dire. On est alors dans les années qui suivent 1906; la C.G.T. est en plein essor, et sème la terreur dans la bourgeoisie. Il faut tenter de dissocier la C.G.T. S'adresser directement, au nom du roi de France, aux robustes travailleurs qui composent alors l'état-major de la C.G.T., ce serait être sûr de ne recueillir que des coups de pied au cul.

Mais, comme tout mouvement fort, le syndicalisme révolutionnaire a alors emporté l'adhésion d'un certain nombre d' « intellectuels ». Si ceux-ci sont dépourvus de toute influence réelle au sein du mouvement syndical, ils n'en apparaissent pas moins, pour l'extérieur, comme les « théoriciens » du mouvement.

Les « intellectuels » sont, avec les gens de théâtre, la catégorie sociale la plus accessible à la flatterie. C'est un point faible, le seul par lequel l'*Action Française* peut tenter de pénétrer indirectement le mouvement ouvrier. C'est à cela que Valois va s'employer.

Sous le couvert d'un mensonge ignominieux — d'un Proudhon qui serait à la fois royaliste et anarchiste! — Valois réunit dans un même cercle, le « Cercle Proudhon », des royalistes avérés comme lui et d'autres, et des intellectuels syndicalistes.

L'opération était habile. Ses résultats, cependant, ne pouvaient être que fort maigres. Les « intellectuels » qui s'embarquèrent dans cette galère perdirent instantanément le peu de crédit qu'ils pouvaient avoir auprès des militants ouvriers et, pour la plupart, se ressaisirent rapidement.

L'opération « par le haut » avait échoué.

Il ne restait qu'à la reprendre par la base. C'est ce que, dans une seconde phase, après la guerre, Valois tenta. Sous le nom de « corporations », il essaya de créer des syndicats d'*Action Française.* Au nom de la « paix sociale », cet étendard commun à tous les réactionnaires sociaux, il tenta de constituer des syndicats ouvriers et des syndicats patronaux, fraternellement unis en des organismes mixtes dénommés « corporations ».

Malgré toute la publicité de l'*Action Française*, malgré tout l'appui patronal, particulièrement celui de l'aristocratie textile, le Comité de la Laine et son président Mathon, dont Valois était le « conseil », les « corporations » de l'*Action Française* ne pouvaient pas donner et ne donnèrent guère plus de résultats que le Cercle Proudhon.

C'est alors que, se rendant compte sans doute qu'il n'y avait rien à faire dans la classe ouvrière tant qu'on resterait sous le drapeau de la vieille réaction conservatrice, autocratique et bourgeoise, Valois décida de continuer son œuvre de désorganisation ouvrière, en dehors de l'*Action Française,* sous une nouvelle étiquette. On était en 1925, c'est-à-dire peu de temps après la réussite de Mussolini. Celle-ci avait montré qu'il y avait place pour une action de destruction du mouvement ouvrier à condition de ne pas la poursuivre sous le couvert des anciens partis. La constitution d'un parti entièrement nouveau et démagogique à fond apparaissait alors comme la condition nécessaire préalable à la destruction de l'organisation syndicale. Valois pensa que l'heure en était arrivée pour la France, qu'il n'avait qu'à imiter Mussolini. Pour cela, il lui fallait rompre avec l'*Action Française.* Un incident — significatif — précipita les choses.

### Les millions de Coty

Valois n'était pas seulement chargé, au sein de l'*Action Française,* du compartiment « ouvrier », il était aussi l'un des principaux rabatteurs de capitaux. Rabatteur plus spécialement d'abord pour les éditions de la maison, lorsqu'il était le directeur de la « Librairie d'action nationale », puis pour le journal lorsqu'il en devint l'un des principaux rédacteurs. C'est à ce titre qu'il se mit en relations avec Coty

(2) Monatte a raconté en détail cette histoire, lors des « Faisceaux », dans la *R. P.* de février 1926. Nous reproduisons plus loin son article.

qui était en train de vouloir transformer en poison populaire les millions qu'il avait gagnés dans la parfumerie. Valois parvint à faire cracher à Coty quelques sommes dans les caisses de l'*Action Française,* mais bientôt, alléché sans doute par l'immense fortune qu'il sentait là, il estima que l'argent de Coty pourrait bien lui être versé, à lui, plutôt qu'aux caisses de Maurras, et il parvint à se faire promettre ferme 1 million et demi, comme début, pour faire un nouveau journal distinct de l'*Action Française* (3). D'où grande colère de l'*Action Française* qui voyait ainsi le Pactole se détourner d'elle.

Ce fut alors la rupture.

Avec l'argent de Coty et d'autres, Valois se décide à voler de ses propres ailes. Il lance, en 1925, le *Nouveau Siècle,* quotidien à 6 pages, et fonde le parti fasciste.

L'uniforme est changé; la chemise bleue s'est substituée à la fleur de lys, mais le but reste le même : il s'agit toujours de démolir l'organisation ouvrière. Les « corporations » d'« action française » deviennent les « corporations » du « faisceau »; comme précédemment, il s'agit toujours de constituer, à côté des syndicats unitaires et confédérés, des syndicats jaunes. Pour cela, en plus des une ou deux épaves du mouvement syndical d'avant guerre qu'il avait précédemment récoltées, Valois embauche des épaves du parti communiste : ce pauvre Delagrange, l'ancien maire communiste de Périgueux, dépité de ne plus être maire, et le provocateur Lauridan, l'ancien agent du patronat textile du Nord au sein du parti communiste.

Cela dura... tant qu'il y eut de l'argent. Malheureusement, Coty avait décidé, entre temps, de voler lui aussi de ses propres ailes. Au lieu de continuer à subventionner l'*Action Française* et le *Nouveau Siècle,* il jugeait préférable de fonder, sous son propre nom, son propre journal : l'*Ami du Peuple.* C'était la mort pour le *Nouveau Siècle* et les « faisceaux ». Certes, Valois essaya bien de les faire se survivre en flagornant aussi bassement qu'il était possible les gens susceptibles de cracher, tels cet Octave Homberg (4) qui devait faire de Pierre Hamp son agent électoral, et qui, après avoir échafaudé l'une des plus considérables — et des plus colossalement soufflées — combinaisons financières d'avant crise, devait s'effondrer lui et sa centaine de sociétés, quelques années plus tard.

Cependant, il semble que personne ne voulut marcher aussi fort que Coty. Le *Nouveau Siècle,* réduit à un hebdomadaire, redevint bien un temps quotidien, mais seulement à deux pages et pour peu de temps. En 1928, il suspendait définitivement sa publication; faisceaux, chemises bleues et « corporations » le suivaient dans la mort.

## Que faire ?

Que pouvait faire désormais Georges Valois? — Rentrer dans les partis conservateurs traditionnels? Après son esclandre avec l'*Action Française* il n'y fallait point songer. Refaire un nouveau parti fasciste? Après l'échec du premier, c'était impossible, d'autant plus qu'on était alors en pleine période de prospérité.

Brûlé à droite, il ne lui restait qu'une ressource : aller à gauche; changer de peau. C'est ce qu'il fit. Aussi rapidement qu'il s'était mué d'anarchiste nietzschéen en royaliste, cet antidémocrate qui pendant plus de vingt ans avait fait porter l'essentiel de sa propagande contre le parlementarisme et avait toujours essayé de rallier à lui des syndicalistes sur le terrain commun de l'antiparlementarisme et de l'antidémocratisme, devint un bon républicain démocrate et parlementaire.

Rendons-lui cette justice : pendant le couple d'années que dure ce nouvel avatar — son quatrième — c'est la première fois qu'il ne tente pas — à notre connaissance tout au moins — de désorganiser le mouvement ouvrier.

C'est encore l'époque de la « prospérité »; il n'est question que de « développement économique », de « mise en œuvre des ressources naturelles », etc., etc... Valois y prend part en fondant des sociétés (5) pour la création de stations thermales, la fondation de nouvelles villes, etc..., dont nous ne savons si jamais aucune dépassa le stade de la constitution, activité qui ne nous intéresserait d'ailleurs pas ici si ces opérations ou tentatives d'opérations financières n'avaient toujours été présentées par lui comme présentant un caractère « social », comme renfermant dans leurs flancs la société de demain.

Mais la crise est venue, et s'aggrave. Il devient vain de penser pouvoir encore trouver des capitaux pour des entreprises de ce genre. D'autre part, il est bien difficile de se tailler une place dans les partis bourgeois de gauche. Leur personnel est composé de vieux finauds qui n'aiment pas beaucoup céder leur place aux nouveaux venus, surtout quand ceux-ci s'annoncent comme des poids morts. On quémande bien de l'argent au ministère des Affaires étrangères, pour des éditions, au temps de Paul-Boncour, mais ça ne rend que peu ou pas; on essaie bien de s'arranger avec le ministère de l'Instruction Publique, au temps de de Monzie, pour lancer une Encyclopédie, mais ce sont d'autres qui ont l'affaire.

Il ne reste décidément plus qu'une issue : celle de retourner chez ces jobards de révolutionnaires; on accentue alors progressivement la conversion vers la gauche, et, un beau jour, il y a de cela un ou deux ans, Valois se trouve à nouveau à l'extrême-gauche.

Que va-t-il y faire?

## Même objectif, mêmes pratiques

Qu'on nous permette ici une parenthèse. Nous ne connaissons pas Valois. Sauf Monatte qui avait vu Gressent à leur commun syndicat de commis de librairie il y a plus de trente ans, aucun de nous n'avait vu Valois avant ces derniers temps, mais, comme tous ceux qui ont suivi de près le mouvement social, nous connaissions les faits le concernant, faits qui sont du domaine public. Or, nous avons le

(3) Tout cela a été raconté par Valois lui-même, dans l'introduction de son livre *Basile,* publié lors de ses démêlés avec l'*Action Française.*

(4) Voir le *Nouveau Siècle* du 6 février 1927 et des jours suivants.

(5) Il serait amusant pour un amateur de dénombrer les sociétés qui furent fondées par Valois. Il sait comme pas un, les mêler, les entremêler, etc., de telle manière qu'une chatte ne saurait y reconnaître ses petits. On en aura une idée par le fait que son groupe de *Nouvel Age* comprend actuellement au moins cinq sociétés.

malheur de juger de tout, les hommes comme les événements, d'après les faits et les faits seuls; non selon ce que nous voudrions qui soit, mais d'après ce qui est. Les seuls faits qu'on possède pour juger un homme, c'est son passé, c'est la suite des actes qu'il a accomplis dans sa vie. Eh bien! lorsqu'un homme pendant près d'un quart de siècle, durant vingt-cinq années de son âge mûr, a dépensé toute son activité à chercher à saboter le mouvement ouvrier et à détruire le mouvement révolutionnaire, lorsque, durant tout ce temps, il a été en relations constantes avec les puissances financières et capitalistes pour qu'elles lui fournissent les moyens d'opérer ce sabotage, nous ne croyons pas que par quelque coup de grâce divine cet homme puisse devenir un beau jour un serviteur loyal et fidèle de la classe ouvrière. Ce serait un miracle et nous ne croyons pas aux miracles.

Cependant, nous nous inclinerions devant le fait, même miraculeux, s'il se produisait. Seulement, nous ne le voyons pas se produire dans le cas de Valois; tout au contraire, c'est le sabotage du mouvement révolutionnaire que, sous une nouvelle forme, il continue; ce sont les relations financières avec les grandes puissances capitalistes qui persistent.

Sabotage du mouvement, car, ainsi que l'a fort bien dit Frémont à Saint-Denis, la première preuve de sincérité que Valois pouvait donner de son ralliement à la cause révolutionnaire, c'était d'y servir dans le rang. Valois ne peut pas ne pas savoir qu'avec son passé, sa présence à la tête d'un mouvement est le plus lourd handicap que celui-ci puisse subir. Il ne peut pas ne pas se rendre compte que sa présence éloignera du mouvement tous ceux chez qui l'immoralité politicienne n'aura pas totalement remplacé la sensibilité, cette perception des nécessités profondes, et qui ne peuvent admettre qu'une action antifasciste ou antiguerrière puisse être dirigée par le prototype de de La Rocque et l'associé du provocateur à l'assassinat de Jaurès. Il ne peut pas ne pas se rendre compte qu'il fournit ainsi en même temps une cible à tous les ennemis du mouvement qu'il prétend servir. Il ne peut donc pas ne pas savoir qu'il sabote le mouvement : il le fait cependant.

Et, en même temps, il continue ses relations avec les puissances financières. Avec l'inconscience cynique propre aux aventuriers, il l'a avoué lui-même à notre camarade Charbit lors d'une entrevue relative à la formation de notre Comité d'organisation, en lui apprenant que les *Semaines de la Monnaie* qu'il organisa ces dernières années étaient faites avec des subventions de la Banque de France, et que cette année encore il avait demandé à la Banque de France de quoi organiser une « semaine » (6).

Ainsi, on attaque le grand capitalisme, mais en même temps on passe à sa caisse! On attaque le plan de la C.G.T., ce qui est très bien, mais, en même temps, on quémande l'argent de la Banque de France, la seule puissance à l'encontre de laquelle se trouve une menace précise dans le plan de la C.G.T.!

L'homme est donc, sous un couvert nouveau, resté identiquement le même; par des moyens nouveaux il continue à saboter le mouvement ouvrier et à quêter pour ses « œuvres » auprès du plus haut capitalisme.

Par surcroît, il constitue un énorme fichier, 40.000 fiches dit-on, de noms et adresses de militants. Cela au moins lui sera un capital le jour où il voudra retourner au fascisme.

### Une responsabilité que nous ne saurions prendre

On comprendra peut-être, dès lors, que nous ne saurions et ne pouvons avoir aucune confiance en cet homme. Nous n'avons pour cela besoin d'aucune enquête ou investigations de quelque ordre qu'elles soient, tous les faits rappelés ci-dessus étant des faits publics ou énoncés par Valois lui-même.

Nous ne saurions donc non seulement lui donner notre confiance, mais même seulement risquer de faire croire que nous la lui accordons, en restant dans un mouvement dans la direction duquel il aurait la moindre part de direction.

En attendant qu'une décision définitive soit prise à cet égard par le mouvement issu de la Conférence de Saint-Denis, nous resterons donc à l'écart, laissant à ceux qui voudraient donner à Valois une part de direction dans ce mouvement le soin d'en délibérer à leur aise et d'en décider dans la plénitude de leurs responsabilités.

(6) La Banque de France cette année ne marcha pas uniquement parce que — d'après les dires mêmes de Valois — elle préférait que la « semaine » n'eût pas lieu à cause *de l'état d'incertitude sur le franc.* Et la « Semaine » n'eut pas lieu.

# Physionomie des débats

Je dois d'abord des excuses aux lecteurs. Nous leur avions promis — nous, c'était moi — un compte rendu complet de la Conférence. J'avais prévenu Louzon que j'irai à Saint-Denis pour ne faire que ce travail-là, car il est impossible de participer à une assemblée, de la vivre, et en même temps de la suivre pour en rendre compte.

Mais Louzon ne l'entendit point de cette oreille. « Nous avons prévu — me répondit-il — un bureau de 7 membres pour l'organisation des débats (1). Nous te demandons d'être dans ce bureau le représentant de la *R. P.* » Je ne pouvais me dérober. Je m'inclinai. Avec la réserve, cependant, que je ne me sentais aucune prédestination pour le métier de dompteur.

Le bureau devait siéger pendant toute la conférence. Nous nous tenions à gauche derrière la tribune. Nous examinions les questionnaires remplis à l'entrée par chacun des participants, inscrivions les orateurs, discutions le temps de parole, recevions les résolutions, établissions la liste

(1) Ce bureau comprenait 3 « politiques » (Perrigaud, socialiste; Rolland, rayon de Saint-Denis; Frank, trotskiste); 2 « syndicaux » (Bouet — qui, d'ailleurs, ne siégea pas — et votre serviteur); 1 pacifiste (Bauchet) et 1 anarchiste.

des organisations représentées, que sais-je encore !... Impossible de songer à prendre la moindre note.

Je me mis donc en quête de secrétaires de séance, et, tout naturellement, je les recherchai parmi les instituteurs, main-d'œuvre qualifiée et corporation la plus abondamment représentée. Le samedi après-midi, ce fut la camarade Kerdudou, de la Seine; le dimanche matin, Poiraudeau, de la Vendée; le dimanche après-midi, une camarade de province dont j'ai oublié le nom. Mais comme je n'ai plus leurs notes (2), il me faut me fier à mes souvenirs pour présenter la physionomie des débats.

### Première séance : déception

Samedi 10 août. Bien avant 14 heures, les militants commencent d'arriver à la mairie de Saint-Denis. A 15 heures, la grande salle municipale est quasi pleine. Combien sommes-nous? Au moins cinq cents. Le chiffre est confirmé par les mandats comme par les droits d'adhésion encaissés à l'entrée. Une belle salle. Un succès.

Impossible d'énumérer tous les camarades que je reconnais. Les délégués de la Fédération unitaire de l'Enseignement dominent. Peu de militants du Syndicat National (Giauffret, Thévenon). La date n'était vraiment pas propice pour eux, leur Congrès ayant pris fin le lundi. On déplore les absences, nous celle de Monatte, d'Hagnauer, de Delsol, de Dumoulin...

Mais quelle avalanche de représentants de toutes les minuscules organisations d'opposition communiste! Seuls ceux qui ont participé aux réunions du Comité provisoire peuvent avoir une idée, encore incomplète cependant, de la floraison de ces groupes, de ces sous-groupes, de ces groupuscules, trotskistes, semi-trotskistes, trotskistes dissidents.

Il y a l'Action léniniste, l'Union Communiste, la Lutte finale, le groupe *Que Faire?*, les bolchevicks-léniniste de la *Vérité*, les bolchevicks-léninistes dissidents, etc., etc.

L'un annonçait 17 membres et faisait inscrire 2 orateurs pour une demi-heure chacun. Un autre voulait 4 orateurs pour 50 membres. Pour certains comme Treint, — qui demandait 1 heure de parole — fonder une organisation ce n'avait été qu'adopter un pseudonyme, le groupe de la « Lutte finale » étant le pseudonyme du capitaine (1 adhérent, pas toujours d'accord avec lui-même). Quel débordement de chefs en puissance! Quelle invasion de stratèges! Que de Lénine en herbe !

Mais les débats commencent... Président : Rolland, de Saint-Denis, assisté de Gabrielle Bouet et de Pierre Arnaud, le militant des mineurs de la Loire. Un petit homme vif, Serret, un des « espoirs » de la Fédération unitaire de l'Enseignement, fait le rapport d'ensemble, englobant les 4 points de l'ordre du jour. Exposé sérieux, passionné (3). Ensuite Louzon présente le règlement adopté par le Comité d'organisation, que la Conférence ratifie. Puis les vannes sont ouvertes. Plus de 30 orateurs sont inscrits.

Rappelons les points de l'ordre du jour :

1° *La situation politique actuelle et les menaces de guerre après le pacte franco-soviétique et la déclaration de Staline;*

2° *Caractères qu'auraient les guerres à venir. Formes possibles de l'union sacrée;*

3° *La solidarité internationale et les moyens de lutter contre la guerre;*

4° *Organisation d'un mouvement contre la guerre et contre l'union sacrée.*

La plupart de ceux qui interviennent s'en soucient comme des poissons d'une pomme. Ils parlent beaucoup plus de leurs théories propres que de la lutte contre la guerre et des moyens de la mener.

L'orateur des Jeunesses socialistes de la Seine est vivement applaudi en raison directe des mesures d'exclusion dont ont été frappés les principaux militants de son organisation.

Intéressant rappel des variations de la politique internationale de l'U.R.S.S. par Daniel Guérin, dont l'exposé soulève d'ailleurs une controverse avec Henri Guilbeaux — salué par le président en sa qualité d'ancien condamné à mort par le Conseil de guerre —, avec Yvon — que beaucoup ne connaissaient que par les notes sur l'U.R.S.S. qu'il donne à la *R.P.* — et finalement avec Rimbert, du groupe « Que faire ? », qui déclare parler au nom de camarades faisant du « travail conspiratif » (*sic*) au sein du parti communiste.

Ce « conspirateur » sans perruque ni manteau est fraîchement accueilli lorsqu'il se mêle d'administrer des leçons de révolutionnarisme à tout le monde et de justifier Staline par... Lénine.

On applaudit un camarade des Jeunes Gardes socialistes belges qui dit que chaque régiment belge possède sa cellule de Jeunes Gardes. On entend une camarade anarchiste du groupe local contre la guerre. On entend aussi Albert Lemire, un des inculpés du fameux procès de Mayence et militant de la Fédération confédérée des métaux.

Pendant une grande demi-heure, Michel, de l'Union communiste (4), essaie de convaincre la Conférence de la nécessité d'un nouveau parti politique révolutionnaire.

La IVe Internationale est prônée par une camarade bolchevick-léniniste de Marseille venue lire un long papier qui paraît à plusieurs venir en droite ligne d'Oslo. Beaucoup ont un sursaut en l'entendant lire que le fascisme hitlérien a rendu service aux révolutionnaires en anéantissant la bureaucratie réformiste des syndicats allemands. C'est un service payé vraiment trop cher, ne trouvez-vous pas ?

On peut dire de cette première séance — mis à part l'exposé de Serret — qu'elle a déçu la majorité des participants. Ils étaient venus pour entendre parler d'autre chose, pour faire autre chose.

Un succès d'affluence, mais une discussion à côté du sujet.

### Dimanche matin

Pourtant le temps nous était précieux! Aussi décidons-nous de commencer dès 9 heures, de limiter le temps à un quart d'heure, d'inviter les orateurs à serrer de plus près l'objet même de l'assemblée. Bauchet préside, avec Elie Reynier et Régis Messac.

Nous avons affaire à de grands hommes, aussi les premiers inscrits sont-ils absents. J'interviens devant une centaine de camarades et beaucoup plus de chaises vides. Comme certains s'étonnent du silence de la presse ouvrière quotidienne, je leur fais part de cette réponse toute fraîche de Rosenfeld à un de nos amis :

— Non, déclara en substance le secrétaire général du *Populaire*, nous ne parlerons pas de la Conférence de Saint-Denis, qui est « une machination pour détruire le parti socialiste, montée par

(2) Ces notes sont entre les mains de Guy Jerram, secrétaire du nouveau Comité, ainsi d'ailleurs que documents et adresses, car, dès le lundi, Louzon transmettait ses « pouvoirs ».

(3) Le rapport de Serret fut « pris » en sténo et sera, du moins espérons-le, prochainement publié

(4) A moins que ce ne soit de l'Action léniniste.

Laval avec l'aide de Doriot et de ces salauds de trotskistes. » (5)

J'essaie ensuite de montrer que pour lutter contre la guerre, deux forces sont indispensables, la jeunesse (6) et les syndicats.

Encore un long exposé trotskiste, ou semi-trotskiste, ou demi-trotskiste (on ne sait plus!) avec René. (Action léniniste ou Union communiste).

Intervention applaudie — l'assistance est maintenant encore plus nombreuse que la veille — du camarade Bardin, des Jeunesses syndicalistes des P.T.T. Il préconise la formation de fractions révolutionnaires dans les syndicats une fois l'unité refaite.

Trois choses retiennent plus spécialement l'attention :

*L'affaire Valois.* — Intervention de Chazoff pour protester contre la présence de Valois à la conférence et contre la candidature de Valois à la direction du mouvement. Précisément Valois succède à Chazoff à la tribune. Il présente un raccourci de sa vie.

— Fondateur — commence-t-il — avec Pierre Monatte du premier syndicat des employés de librairie...

— Que vous avez torpillé, lui lance Louzon.

Mais Valois insiste sur sa collaboration avec Monatte à cette époque; alors Charbit l'interrompt :

— Laissez donc Monatte tranquille!

Valois évoque son passage de l'anarcho-syndicalisme à l'*Action Française*. Il affirme n'avoir jamais été au service du capitalisme. Selon lui, il est beaucoup plus facile de passer de gauche à droite que de droite à gauche (7). Et il ajoute, faisant une allusion non déguisée à celui dont nous sommes les hôtes, que certains exemples récents le pourraient encore montrer.

Après avoir offert de sortir ses archives commerciales, politiques et privées pour démontrer sa sincérité, Valois déclare que le groupe de *Nouvel Age* tient la seule action contre la guerre pour insuffisante.

*L'intervention de Barbé.* — Intervention attendue. Jacques Doriot absent, son premier lieutenant va certainement répondre à tout ce qui, dans les couloirs, se dit à propos de l'attitude politique du député-maire de Saint-Denis et à ce qu'un militant socialiste, Beaurepaire, vient d'évoquer à la tribune.

Certaines choses ne laissent pas d'être inquiétantes. Nous avions nous-mêmes été émus par l'annonce d'une conférence que Doriot devait faire il y a quelques semaines sous les auspices du parti social-national d'Hennessy. A la dernière réunion du Comité d'organisation, le camarade Patri avait sorti un numéro spécial du journal *la République* qui contenait une interview de Doriot par Pierre Dominique à côté d'un article d'un des plus marquants parmi les Volontaires nationaux de la récente dissidence, M. de Maud'huy (8). On racontait que Doriot avait déjeuné avec ce De Maud'huy.

Barbé dément les termes de l'interview de la *République* qui, dit-il, ne traduit ni dans le fond ni dans la forme la pensée de Doriot. Il est exact, d'autre part, que les dissidents des Volontaires nationaux ont demandé à causer avec les militants de Saint-Denis. Ils ont été reçus comme le sont tous ceux — et ils sont nombreux — qui sollicitent Saint-Denis. Mais il n'y eut et il n'y a rien de plus.

« Attendez-vous, poursuit Barbé, vous qui voulez lutter contre la guerre, à tous les outrages et à toutes les calomnies, au même titre que nous. Sachez que nous ne prenons la responsabilité que de nos actes et de nos écrits seuls. »

Barbé propose un certain nombre de moyens pratiques pour mener l'action contre la guerre préventive que prépare l'U.R.S.S. : constitution d'un comité, édition d'un bulletin, rédaction d'un appel de la conférence au prolétariat allemand.

Encore un trotskiste (9), Lastérade, avec la sempiternelle affirmation de la nécessité d'un nouveau parti, et enfin Treint, le capitaine Treint, termine la séance; il s'élève contre le caractère trop strictement prolétarien que certains voudraient donner à l'action contre la guerre; il conclut par une négation catégorique et fort applaudie du caractère socialiste de l'U.R.S.S.

*La commission des résolutions* (10). — Selon le règlement adopté par la conférence, la commission des résolutions devait être désignée le samedi soir. Une première liste de candidats ne fut établie et proposée que le dimanche matin. A ce moment, Dommanget demanda que la nomination de ce que tout le monde considérait comme l'organe essentiel fût encore renvoyée à plus tard, car, déclara-t-il, la liste proposée est trop nombreuse. Le bureau accepta de se charger des amputations demandées par Dommanget. Pratiquement, cet « accrochage » devait reporter au début de l'après-midi la nomination de la commission. Est-ce cela que l'on voulait?

Nous partons déjeuner avec l'impression d'une discussion meilleure que celle de la veille, quoique toujours en dehors du sujet. Il avait bien fallu se résigner à l'inévitable.

## Dimanche après-midi : l'orage

Valois était candidat à la commission des résolutions. L'Union anarchiste avait déposé une motion demandant que Valois fût écarté de cette commission. Croyant bien faire, pour que la discussion du cas Valois n'empoisonne pas la conférence et se déroule seulement devant la commission où une entente aurait peut-être pu se faire, j'avais proposé au bureau d'organisation de remplacer, sur la liste, le nom de Valois par : « Un délégué de *Nouvel Age* ». Le bureau avait accepté. Le délégué de l'Union anarchiste aussi.

C'est avec cette proposition que, président, j'ouvre la séance, en compagnie de Dupont, des charpentiers en bois confédérés de Paris. L'autre assesseur devait être notre vieux camarade Paul Delesalle, ancien secrétaire de la C.G.T.

Alors commence l'orage. Il va durer deux heures. Chazoff et certains de ses amis n'acceptent pas la

---

(5) On nous traite aujourd'hui d'agents de Laval comme on traitait les zimmerwaldiens d'agents de l'Allemagne

(6) Cette jeunesse avec qui les dirigeants de nos partis et de nos syndicats se conduisent comme s'ils voulaient l'envoyer tout droit dans les bras du colonel de la Rocque.

(7) Ma surprise fut grande de voir le camarade Bouet applaudir à ce moment l'ex-aspirant dictateur. Comme si Valois n'était pas passé avant de gauche à droite!

(8) Patri appuyé par Collinet demanda même qu'en raison du contenu de cette interview la Conférence se tienne ailleurs qu'à Saint-Denis. Il accusa très nettement Doriot d'être un « agent de Laval ».

(9) Un trotskiste « non-rentriste » comme disent les Belges pour distinguer ceux qui n'ont pas voulu adhérer aux partis socialistes.

(10) Peut-être cete question n'a-t-elle pas retenu l'attention de tous les camarades, mais elle avait, comme on le verra, son importance!

proposition du bureau. Les camarades de l'Enseignement, par contre, semblent vouloir s'y rallier. Grand tumulte. Une bonne demi-douzaine d'orateurs sont inscrits. Bauchet, membre du bureau, me saisit d'un nouveau texte en trois points :

1° *Nouvel Age* est admis à la commission;

2° Il est libre de se faire représenter par qui bon lui semble;

3° Ou alors, il est exclu de la conférence.

Dommanget et Salducci, ainsi que Collinet et Naville, de même que Treint, mènent grand tapage contre ceux qui ne veulent pas de Valois. Dommanget ayant parlé, ils réclament le vote, sans vouloir que parlent d'autres camarades qui s'étaient fait inscrire en même temps qu'eux sur la question.

Une proposition de Charbit, consistant à élire la commission des résolutions nom par nom, ce qui aurait amené un *vote clair* sur le cas Valois, est violemment repoussée par eux. J'ai toutes les peines du monde à obtenir que puissent s'exprimer les orateurs : Giauffret, Louzon, Monclin, Faucier. Salducci a beau me traiter de dictateur, en compagnie du capitaine Treint, je maintiens que les inscrits doivent parler.

A un moment donné, Valois est à la tribune. Décevant l'attente générale (11), il n'annonce pas qu'il s'efface. Au contraire, fort de l'appui visible et ardent de certains délégués de l'Enseignement unitaire, des trotskistes et du capitaine Treint, il s'impose.

Enfin, on va passer au vote, mais sans que la majeure partie des camarades aient seulement pu entendre les arguments contre Valois. J'avais fait préparer la liste des organisations pour un vote par appel nominal. Mais on ne veut pas de ce vote. C'est donc à main levée que l'on va se prononcer.

Unanimité sur le premier point.

Au rebours de la première proposition du bureau d'organisation, le second point de la nouvelle proposition que m'avait remise Bauchet (12) engageait le fond de la question Valois, car un certain nombre de camarades s'opposaient à ce que ce fût Valois qui représente *Nouvel Age*. Voter pour ou contre la liberté pour *Nouvel Age* de désigner son représentant, c'était évidemment voter pour ou contre la présence de Valois. Dommanget et ses amis, maintenant complètement déchaînés, s'opposent même à ce que je donne cette précision avant le vote. Et le vote a lieu dans la plus grande confusion.

Une centaine de mains se lèvent pour Valois. Une cinquantaine contre. (Ceci sur plus de cinq cents présents).

Mais le résultat est acquis. Valois est admis à la commission des résolutions.

J'abandonne alors la présidence, et la conférence elle-même, déclarant ne point vouloir collaborer avec un « *individu louche* ».

⁂

Il m'est naturellement impossible de retracer la physionomie de la séance qui a suivi, sous la présidence de Bouet. Je dirai seulement qu'à la réunion de la commission des résolutions, notre ami Charbit a encore protesté contre la présence de Valois. Néanmoins, celui-ci fut nommé à la direction du mouvement. En effet, comme il n'était plus matériellement possible de se mettre d'accord sur un texte, la conférence décida que ladite commission des résolutions constituerait le nouveau Comité et qu'avec le concours d'un représentant de chaque organisation adhérente ce nouveau Comité préparerait pour septembre une nouvelle Conférence.

M. CHAMBELLAND.

(11) Paul Delesalle et Henri Guilbeaux étaient allés lui demander de retirer sa candidature dans l'intérêt du mouvement. Leur démarche fut sans effet.

(12) Ce nouveau texte fut d'ailleurs établi sans qu'on me demande mon avis; or j'appartenais toujours, me semble-t-il, au bureau d'organisation.

# Le dictateur dégonflé

*Il est parfois utile de revenir sur le passé. Aussi reproduisons-nous cet article de Monatte publié dans la* R. P. *de février* 1926, *au lendemain de l'échec du mouvement fasciste de Valois :*

Pauvre Valois! Le voici rudement malheureux, son faisceau délié, sa poudre mouillée, ses ailes pendantes. Pour se consoler, il n'a que la peine causée, par sa chute, aux « putchistes » du Parti. Ils l'avait salué par de grands cris. Vous voyez bien que le fascisme est là! nous disaient-ils. L' *Humanité* avait fait au *Nouveau Siècle* une publicité inouïe. Les moindres pets de Valois lui semblaient des coups de tonnerre avant l'orage.

Cela me réjouissait fort. C'est que j'ai connu Valois, voilà une vingtaine d'années. La sale blague qu'il nous fit au syndicat des employés de librairie, avec sa manie de romans-feuilletons, me l'avait fait juger. Quand je racontais cette histoire aux camarades pour les convaincre que le gars ne pouvait être dangereux, ils n'étaient pas complètement rassurés. Les derniers incidents y auront suppléé.

Je vais vous raconter mon histoire. Vers 1903-1904, nous avions à quelques-uns fondé le premier syndicat des employés de librairie. Rapidement, le syndicat avait dépassé la centaine d'adhérents, ce qui était bien pour le milieu. Les « coureurs » en librairie étaient venus nombreux; tous les employés de chez Cornély étaient là; de chez Colin, ils s'en était amené un certain nombre, avec Gressent, maintenant Valois, alors secrétaire du directeur Bourrelier, il y en avait un ou deux de chez Hachette, Delagrave, Masson, Fayard. Je travaillais, à ce moment, à l'administration de « Pages Libres ».

Un jour nous apprîmes que chez Hachette on menaçait de renvoi l'un des syndiqués. Au Conseil syndical, nous nous demandions que faire. Pas moyen de penser à une démarche du syndicat, encore moins à une grève. J'émis une idée : menacer la librairie Hachette si elle renvoyait un syndiqué parce que syndiqué, de la dénoncer au corps enseignant, demander aux Amicales d'instituteurs — les syndicats n'existaient pas encore, — de boycotter les livres classiques de chez Hachette. L'idée fut adoptée d'enthousiasme. Dans le bulletin du syndicat un article développa cette idée. Le syndiqué menacé ne fut pas renvoyé, mais à partir de ce moment-là nous sentîmes un malaise au syndicat. Les syndiqués de chez Colin ne parurent plus aux assemblées, puis d'autres; le syndicat dépérit plus vite qu'il n'avait grandi.

Nous ne nous l'expliquions pas. Il fallut, quelques années plus tard, une étude publiée dans une revue relatant comment une librairie franc-maçonnique avait utilisé un syndicat contre ses concurrents, pour nous donner la clef de l'énigme.

L'étude était de Valois. Cet imbécile s'était mis dans la tête que l'idée de boycott avait été suggérée par Cornély pour démolir la librairie Hachette, puis Colin, puis Delagrave. Il avait bâti là-dessus un formidable roman-feuilleton. Il avait épouvanté ses collègues. Il avait fait le vide autour du syndicat par ses racontars.

J'étais bien placé pour savoir d'où venait l'idée et quel esprit l'inspirait. A partir de ce moment,

vous pensez si je me suis méfié de la folle du logis de Gressent-Valois.

Quand il est allé à l'*Action Française* — il était anarchiste nietzschéen lorsque je l'ai connu — je me suis dit : « Qui se ressemble s'assemble ». Ne trouvez-vous pas que Daudet, que Maurras ont le même goût pervers du roman-feuilleton politique ?

On ne peut prendre pour argent comptant toutes les explications fournies par Maurras dans son différend avec Valois — d'autant qu'il semble que l'un des crimes de Valois soit d'avoir détourné de l'*Action Française* de riches souscripteurs — mais il en est qui me paraissent tout à fait vraisemblables sinon justes :

« Une méditation élémentaire sur le fascisme italien lui ayant montré que le mouvement eut pour raison d'être et cause formelle la dure crise communiste par laquelle est passée l'Italie, un jour j'eus la surprise, écrit Maurras (20 déc.), de l'entendre dire qu'il faudrait en passer par là et que, *si cette crise n'éclatait pas chez nous toute seule, il fallait la faire éclater.* »

Valois ne se serait pas contenté de le dire, il aurait essayé de le réaliser.

« Oui ou non, pouvions-nous laisser ces jeunes patriotes exposés aux imaginations meurtrières d'un chef plus inapte encore qu'indigne... Ceux qui commettent l'erreur de continuer à l'avouer peuvent se réveiller, un de ces matins, devant un complot d'opérette dans le goût du capitaine Tamburini, comme il en mijotait en août-septembre-octobre derniers dans certains coins du Sud-Ouest que Valois avait visités. »

Maurras a précisé depuis qu'il s'agissait pour Valois d'enlever la préfecture de Périgueux et de proclamer la révolution dans le Périgord.

Je voudrais bien savoir ce que mon vieux Delagrange a à dire là-dessus. Je crois que l'imagination de Valois ou celle de Maurras, a trotté loin.

Il n'en reste pas moins que des communistes sérieux auraient dû suivre cette discussion avec soin, jour par jour dans l'*Humanité*. C'était, cette fois, une bonne occasion de s'occuper de Valois et du fascisme, de les ridiculiser à les en faire crever.

Cela n'a pas été fait. D'autre part, Valois a raconté avoir eu un important entretien chez lui avec un communiste de marque en décembre 1924. Il ne serait pas inutile de savoir quel était ce communiste de marque. D'autant que décembre 1924 c'est le commencement de la période aiguë du putchisme dans le Parti.

Putchisme, fascisme, ça se complète. L'un a besoin de l'autre. Le mouvement révolutionnaire n'est pas une innocente bergerie, nous le savons trop; raison de plus pour chercher à savoir quelles bêtes, loups ou renards, rôdent autour ou entrent dedans. — P. M.

# Documents

## I. Un article de J. Chazoff

*Au lendemain de la Conférence de St-Denis, le 13 août, le* Peuple *publiait dans sa rubrique « Opinions de militants », sous le titre : « La séance continue et la farce commence », un article de J. Chazoff. Comme beaucoup de camarades ne lisent pas le* Peuple, *nous reproduisons cet article en précisant que c'est à titre purement documentaire.*

Dans la salle des Fêtes de la mairie de St-Denis — mais en l'absence du député-maire et de certains militants imposants qui, par le nom qu'ils avaient apposé au bas du manifeste rédigé par le Comité constitutif, donnaient à cette réunion un caractère de sérieux — s'est tenue samedi et dimanche derniers une conférence préliminaire dont le but louable était d'ouvrir une vaste campagne contre la guerre et contre l'union sacrée.

En l'état d'incertitude où nous nous trouvons, face aux dangers chaque jour plus menaçants et en raison même de la division qui persiste au sein de la classe ouvrière, division consécutive à l'ingérence politique qui, au cours de ces dernières années, a empoisonné l'atmosphère de nos organisations syndicales, un certain nombre de militants étaient venus pour s'associer loyalement et sincèrement aux travaux de cet organisme naissant. Ils sont partis à jamais dégoûtés des contacts répugnants qu'on voulait leur imposer.

Tous les transfuges de la politique, tous les exclus du passé et de l'avenir du P.C. et du P.S., tous les adversaires d'un front populaire, dont nous contestons l'efficacité mais qu'ils combattent, eux, parce qu'on leur refuse la place de vedette, ont pu, durant trois séances trop longues et parfois douloureuses, déverser leur haine impure et, aux applaudissements d'une jeunesse ignorante, vomir sur des chefs qu'ils adoraient hier.

Leur âme de valet les destinait à la trahison. Ils n'ont pas failli à leur destinée. Ils ont trahi hier, ils trahiront demain. Leur vie est de trahir.

Malgré les précisions qui auraient dû éclairer l'assemblée, malgré les efforts d'une minorité étrangère aux combines qui avaient présidé à la composition de la salle, tout s'est terminé dans la confusion et par un mariage de raison dont aucun qualificatif ne peut traduire la bassesse et la honte. On peut rechercher dans les annales du mouvement ouvrier français, jamais on ne trouvera trace d'une alliance aussi abjecte.

Que des hommes qui ont un nom dans le mouvement révolutionnaire aient consenti à associer à leurs travaux un Georges Valois, ancien chef des camelots du roi et qui, quelques mois avant la guerre, entraîna derrière lui à l'*Action Française* Dumas, secrétaire de la Fédération de l'habillement, dans l'espoir d'organiser en France les premières corporations destinées à lutter contre le syndicalisme révolutionnaire; Georges Valois qui, après la guerre, chassé du mouvement monarchiste, organisa les premières chemises bleues et avec son équipe de matraqueurs traversa le pays pour saboter les réunions ouvrières et assassiner les militants; Georges Valois, le premier rallié au fascisme, le fondateur et le directeur du *Nouveau Siècle*, cette feuille quotidienne immonde à la solde du grand capitalisme anonyme; Georges Valois dont toute l'existence est un reniement perpétuel et qui ose aujourd'hui prétendre causer au nom de la classe ouvrière et l'entraîner dans une lutte contre la guerre et pour la révolution, cela dépasse en infamie tout ce que l'on pouvait imaginer.

Quelle que soit la prétendue sincérité de l'évolution tardive de Valois, sentiment que nous ne voulons même pas contester et qui du reste est incontrôlable, il est des erreurs dans la vie d'un homme que l'on n'a pas le droit de pardonner. On comprendrait mal par exemple la réapparition dans l'arène sociale de Gustave Hervé ou de ses satellites. Aucune différence : les deux hommes se valent.

⁂

Cela ne sera pas. Malgré les préventions que nous pouvons avoir non pas contre l'unité mais contre l'esprit dans lequel elle se constitue, si demain, ainsi que le laissent espérer les récentes déclarations des chefs responsables, elle devient un fait accompli, nous ne la laisserons pas saboter de nouveau par des éléments que rien ne qualifie pour se poser en redresseurs de torts. Un simple examen de leur conscience, s'ils n'en étaient pas absolument dépourvus leur imposerait silence.

Car voici le danger. Les nouveaux censeurs entendent opérer, ainsi que cela se dégage des débats de samedi et de dimanche, au sein des organisations syndicales.

Nous savons que leur influence sera négative à Paris et dans le département de la Seine, mais il faut mettre en garde les militants de province contre la confiance que l'on accorde généralement

trop facilement à des êtres qui cherchent plutôt à assouvir des rancœurs ou à satisfaire des ambitions personnelles qu'à lutter efficacement au regroupement des forces prolétariennes.

Sous le couvert de la lutte contre la guerre et contre l'union sacrée se prépare déjà, avant la lettre, une nouvelle scission.

Eh bien! Nous le disons sans arrière-pensée, et brutalement peut-être : au sein d'une C.G.T. unique et unie, en respectant les libertés et les opinions particulières de chacun, nous entendons travailler à l'indépendance de nos organisations syndicales et à la défense de la démocratie ouvrière, mais de toute notre énergie nous dénoncerons avec une farouche résolution tous ceux qui entendent régner sur la division ouvrière.

« Dis-moi qui tu hantes, je te dirai qui tu es ». De par sa composition, le comité issu de la conférence de Saint-Denis est une indignité. Nous le dénonçons. Il fallait le faire.

J. CHAZOFF.

## II. Mise au point

*A la lecture de cet article, Chambelland adressa la lettre suivante au directeur du* Peuple. *Elle fut publiée, sauf un membre de phrase, dans le* Peuple *du* 14 *août :*

Cher camarade,

Après l'article du camarade Chazoff publié ce jour par le *Peuple*, je vous serais très reconnaissant si vous vouliez bien, en publiant la présente, informer les camarades :

1° que, présidant la séance de dimanche après-midi de la conférence de Saint-Denis où par un vote à main levée la candidature de Georges Valois à la commission des résolutions fut ratifiée, j'abandonnai, aussitôt ce vote acquis, la présidence de l'assemblée, en déclarant publiquement ne pas vouloir collaborer avec un « individu louche »;

2° qu'en aucun cas je ne participerai à un mouvement qui comptera Georges Valois dans son sein.

Vous remerciant à l'avance,

Veuillez croire, cher camarade, à mes meilleurs sentiments syndicalistes.

Signé : M. CHAMBELLAND.

## III. Une réponse de Valois

*A la suite de l'article de Chazoff, le* Peuple *a publié, le* 17 *août, cette lettre de Valois :*

Paris, le 14 août 1935.

Au camarade gérant du journal *Le Peuple*, Paris.

Camarade,

Vous avez publié dans votre numéro du 13 août, un article signé J. Chazoff où je suis mis en cause, et qui contient des erreurs de fait que je suis obligé de vous prier de rectifier.

Voici mes rectifications :

*Première erreur : « Valois, ancien chef des camelots du roi... »*

Je n'ai jamais été ni « camelot, ni chef des camelots du roi ». A l'Action Française, ma fonction essentielle était de travailler à la doctrine et à l'organisation économiques.

*Deuxième erreur : « Valois... qui, quelques mois avant la guerre, entraîna derrière lui, à l'Action Française, Dumas, secrétaire de la Fédération de l'habillement, dans l'espoir d'organiser en France les premières corporations, destinées à lutter contre le syndicalisme révolutionnaire. »*

*a*) Le sieur Dumas n'a pas été entraîné par moi: il est venu solliciter son incorporation en 1919 et non avant la guerre; je l'ai fait attendre plus d'une année; plus tard, c'est moi qui ai mis fin à ses services pour les raisons qui l'avaient rendu indésirable à la C.G.T.;

*b*) Jamais, à aucun moment, je n'ai créé ni cherché à créer une organisation destinée à « lutter contre le syndicalisme révolutionnaire ».

J'ai cherché à créer des organisations où la lutte entre syndicats et syndicats patronaux eût été directe et sans compromis dictés par la politique électorale. Que j'aie fait une erreur sur ce point, j'en ai fait l'expérience pratique, et c'est ce qui m'a amené à supprimer moi-même les organisations créées, dès 1927.

Un des faits qui font le mieux comprendre ma position d'alors est que, à l'automne de 1924, à Périgueux, parlant sous le nom de l'Union des Corporations françaises, je proposai aux camarades communistes, socialistes et syndicalistes assemblés au Théâtre : « Nous avons les mêmes ennemis. Faisons la révolution ensemble. »

*Troisième erreur : « Valois qui, après la guerre, chassé du mouvement monarchiste... »*

Je n'ai nullement été chassé du mouvement monarchiste: en 1925, étant en opposition absolue avec Maurras par la critique de la bourgeoisie et du capitalisme que je faisais dans son journal, j'ai donné ma démission de toutes les organisations d'Action Française.

*Quatrième erreur : « Valois qui, avec son équipe de matraqueurs traversa le pays pour saboter les réunions ouvrières et assassiner les militants... »*

Jamais.

Toutes les équipes que j'ai dirigées ont toujours été dirigées contre les grandes puissances industrielles et financières. Je rappelle que c'est moi qui ai dénoncé sans cesse, en les nommant, les banques et trusts, responsables de toutes les manipulations monétaires.

De 1924 à 1926, c'est moi qui ai ouvert et mené la campagne pour le salaire-or, pour mettre les salaires à l'abri de la dépréciation monétaire.

Toutes les équipes que j'ai dirigées ont toujours eu pour ordres formels de ne jamais entrer en conflit avec les organisations ouvrières. Jamais elles n'ont saboté ni tenté de saboter une seule réunion ouvrière, socialiste ou communiste, encore moins tenté d'assassiner un militant.

Je dois dire que j'ai eu à examiner une proposition d'assassinat; mais il s'agissait de supprimer le plus grand banquier de Paris.

*Cinquième erreur : « Valois... le fondateur du* Nouveau Siècle... *Cette feuille à la solde du grand capitalisme anonyme... »*

Le *Nouveau Siècle* n'a jamais été à la solde du capitalisme. Il a vécu d'innombrables souscriptions. Les grosses souscriptions, dont j'ai la liste, n'ont donné aucun droit à la conduite du journal. Lorsque nos propres ressources étant épuisées, quelqu'un se présenta avec une grosse somme et des conditions, le journal fut supprimé par moi.

Je me borne à ces rectifications de fait.

J'ajoute seulement que, à la suite des questions posées à la Conférence de Saint-Denis par Chazoff, j'ai proposé à l'assemblée, qui l'a accepté, de constituer un jury d'honneur à la disposition de qui je tiendrai tous documents utiles, venant de mes archives personnelles, commerciales, politiques, concernant toute époque de ma vie, publique ou privée, et qui aura tous moyens de savoir dans quelles conditions j'ai mené, de 1910 à 1927, une action qui a toujours été, du point de vue du syndicalisme ouvrier, beaucoup plus révolutionnaire que celle de nombreux réformistes et même de certains révolutionnaires.

Bien que, il y a plus d'un an, vous m'ayez refusé une insertion légitime, je fais encore appel à votre confraternité pour l'insertion de ma réponse dans le plus prochain numéro du *Peuple*.

C'est vous qui vous rappellerez que vous me devez le bénéfice du droit de réponse.

Veuillez recevoir, camarade, mes fraternelles salutations.

Georges VALOIS.

## IV. Quelques commentaires

*Ayant reproduit la réponse de Valois au* Peuple, *on nous permettra quelque brefs commentaires à ce sujet :*

Premier point : *Il paraît que les camelots du roi n'ont jamais rien eu de commun avec l'*Action Française. *Quel toupet !*

2e point : *Valois avoue avoir « incorporé » Dumas. Quant aux « corporations », il paraît que Valois voulait réunir syndicats patronaux et ouvriers pour les faire « lutter directement » ! Encore une fois, quel toupet !*

3e point : *Peut nous chaut que Valois ait quitté l'*Action Française *ou que l'*Action Française *ait chassé Valois. Parti ou liquidé, en sortant de l'*Action Française, *Valois voulait faire plus et mieux qu'elle dans le sens fasciste, c'est-à-dire contre la classe ouvrière et ses libertés. Voilà ce qui importe.*

4e point : *Il n'y aurait jamais eu de « chemises bleues ». Il n'y aurait jamais eu de « rassemblements » fascistes à Reims et ailleurs, Valois inaugurant une méthode aujourd'hui reprise par le colonel de la Rocque. Pour la troisième fois, quel toupet !*

5e point : *Le* Nouveau Siècle *n'aurait jamais été à la solde du capitalisme. Coty, dont Valois à écrit avoir reçu plus d'un million, n'était pas un capitaliste. Pour la quatrième fois, quel toupet !*

*Quant à la « grosse somme », refusée, à l'assassinat envisagé du « plus grand banquier de Paris », nous renvoyons le lecteur à l'article où Monatte parle du goût de Valois pour le roman-feuilleton.*

# Correspondance

## I. — Lettre de Chambelland à Bouet

*Paris, le* 12 *août* 1935.

Au camarade L. Bouet.

*Cher camarade,*

*C'est avec stupeur que j'ai vu hier après-midi, à la Conférence de Saint-Denis, les militants de la Fédération unitaire de l'Enseignement se faire les défenseurs de Georges Valois.*

*Je ne puis comprendre que vous ne vous soyez pas rendu compte qu'en faisant cela, qu'en vous alliant à cet homme, vous portiez dès le départ à l'autorité morale du rassemblement contre la guerre et contre l'union sacrée un coup dont ce mouvement ne se relèvera pas.*

*C'est pourquoi j'ai abandonné la présidence de la Conférence et la Conférence elle-même.*

*En raison même de votre attitude, il me devient tout à fait impossible de participer au travail que nous avions envisagé pour les prochains congrès confédéraux, et puisque, paraît-il, j'ai été désigné pour faire partie d'un Comité provisoire institué à cette fin, je vous préviens sans retard que je n'accepte pas cette désignation.*

*Avec mes regrets, croyez, cher camarade, à mes sentiments syndicalistes.*

M. Chambelland.

## II. — Réponse de Bouet

*Saumur, le* 16 *août* 1935.

Au camarade Chambelland.

*Cher camarade,*

*Les militants de la Fédération de l'Enseignement ne se sont pas faits, à proprement parler, les « défenseurs » de Valois; ils ne se sont pas « alliés à cet homme ». Nous le voyions pour la première fois à la Conférence de Saint-Denis et nous restons toujours sur une sage réserve à son égard.*

*Toutefois nous estimons que, tout en prenant les précautions nécessaires pour ne pas permettre à Valois — ni à tout autre — de faire servir le mouvement contre l'union sacrée à des fins personnelles, on ne peut refuser à un homme, si coupable qu'il soit, la possibilité de se réhabiliter et de servir la cause; nous pensons aussi qu'après avoir mis en avant la souveraineté de la conférence sur ce cas précis, il fallait respecter ses volontés.*

*Aussi nous espérons que tu reviendras sur ta décision de ne pas participer au travail envisagé pour les congrès confédéraux et l'avenir du syndicalisme révolutionnaire — travail qui n'a d'ailleurs rien à faire avec Valois — et que tu accepteras de faire partie du Comité provisoire.*

*Au-dessus des désaccords de tactique et des questions de personnes, il y a le mouvement contre la guerre qu'il importe de développer et le syndicalisme de lutte de classe qu'il faut entretenir malgré tous les reniements que tu déplores avec nous.*

*Fraternellement,* L. Bouet.

## III. — Réponse de Chambelland

19 *août* 1935.

Camarade Bouet.

*Cher camarade,*

*J'ai bien reçu ta réponse du* 16.

*Les actes du militant ne peuvent être séparés au gré des circonstances ; la position que l'on prend au sein du mouvement syndical n'est jamais sans lien avec celle que l'on adopte à l'extérieur; en votant pour Valois à Saint-Denis, vous avez trop sérieusement compromis les chances du redressement syndical à effectuer pour que je revienne sur ma décision.*

*La « souveraineté » de la Conférence n'est pas un argument à invoquer ici. En effet, par l'intolérance de Dommanget, de Salducci et des camarades groupés autour d'eux, il n'y a pas eu de discussion réelle du cas Valois à Saint-Denis. Si nous avions eu la possibilité d'apporter nos arguments, peut-être le vote eût-il été différent. Il aurait à coup sûr été plus sérieux.*

*Mais votre parti était pris d'avance.*

*Libre à vous d'aider à se réhabiliter un homme qui comptait dans l'état-major de l'*Action Française *lorsque celui-ci fit assassiner Jaurès! Libre à vous de préférer Valois aux militants ouvriers de la* Révolution Prolétarienne! *Je tiens trop à l'estime des camarades pour paraître vous approuver en participant à un effort commun.*

*Toujours avec mes regrets, crois, cher camarade, à mes meilleurs sentiments syndicalistes.*

M. Chambelland.

# LE SYNDICALISME EN DANGER !

## Ce qu'en pensent les militants

**P. Mader** (*Instituteurs*) Je réponds à votre circulaire du 29 juillet. Il est assez difficile à un militant, éloigné, comme je le suis, de tout centre important, de se faire une opinion précise, sinon sur l'état d'esprit des fonctionnaires atteints par les décrets-lois, car leur indignation ne laisse aucun doute, du moins sur la valeur de la riposte des organisations syndicales intéressées.

Je pense cependant que la juste colère ressentie par les victimes des décrets n'a pas été suffisamment utilisée. La riposte aurait dû être immédiate et beaucoup plus puissante qu'elle ne l'a été. Comme vous le dites justement dans la *R.P.* du 25 juillet : « Seule l'action directe demeure efficace ».

D'autre part, les diverses organisations qui ont pu se mettre d'accord pour organiser la manifestation du 14 juillet auraient dû, sous la pression des syndicalistes adhérant au Rassemblement — puisque dès ce moment tout le monde connaissait sinon le texte exact, du moins l'esprit des décrets-lois —, ces organisations auraient dû profiter de leur ac-

cord momentané pour préparer un mouvement sérieux de défense contre la menace qui planait alors sur la classe ouvrière. Il fallait avertir M. Laval et le gouvernement tout entier que la moindre attaque contre les traitements et les salaires amènerait une riposte *immédiate* et *violente*. A-t-on craint que certains éléments faisant partie du Rassemblement ne s'en retirent devant une proposition de combat pour la défense des intérêts prolétariens? Peut-être. Mais une telle éventualité aurait-elle été si regrettable? Je ne le pense pas. Le rassemblement tricolore « antifasciste » n'a pas pu, ou n'a pas voulu, se dresser efficacement contre les décrets-lois, qui sont pourtant, au même titre que n'importe quel attentat fasciste, une tentative pour écraser la classe ouvrière. Il n'y a pour nous qu'une manière de lutter contre le fascisme. C'est de défendre en toute occasion, et quelles que soient les circonstances, les intérêts du prolétariat international; c'est de combattre sans merci le capitalisme.

Et maintenant, que pouvons-nous faire?

L'unité syndicale d'abord, déjà réalisée dans la plupart des esprits; le « rassemblement » — puisque le mot est à la mode — sur un programme *démocratique* et *révolutionnaire*, comme le dit si bien R. Hagnauer dans la dernière *R.P.* Et puis préparer la bataille. Il faut que d'ici quelques mois, avant l'hiver, nous soyons prêts. Nous venons d'être battus. Nous voulons notre revanche. Mais bien entendu, ce n'est pas seulement la chute du cabinet Laval qui peut nous satisfaire.

Il faut que nos mots d'ordre essentiels répondent aux besoins immédiats et généraux de la classe ouvrière — et de la classe ouvrière seulement. Ne nous embarrassons d'aucune question de politique gouvernementale ou de réorganisation de la société capitaliste défaillante. Et si le Front populaire doit nous conduire à de nouvelles capitulations... à bas le Front populaire!

◇◇◇

**Marceau Pivert** (*Enseignement*) J'ai quelque scrupule à vous donner mon avis sur la réplique que j'aurais souhaitée aux décrets-lois : je suis fonctionnaire de l'enseignement et, par suite, en vacances... Il m'est assez désagréable, dans cette situation, de préconiser des moyens d'action qu'en dépit de ma volonté je ne pourrais pas, matériellement, appliquer moi-même...

Mais j'indiquerai d'un mot que cette attaque brutale, on devait la prévoir... A chaque diminution antérieure, j'ai eu l'occasion de le dire à mes camarades du mouvement syndical : « *de la vigueur de la réplique dépendra la suite* ». Trop souvent on répliquait : « ils » ne recommenceront pas de sitôt! Voilà l'erreur de perspective. « Ils » ont recommencé! Ils y étaient obligés par leur système. Aujourd'hui, on aurait peut-être pu, par une bonne préparation antérieure (on n'ignorait pas les projets de 10 %!) amener l'ensemble des victimes à la seule réplique *efficace* : « *Tous ensemble et au même moment* ».

Mais ne récriminons pas. Notre rôle est encore une fois de regarder l'avenir immédiat et lointain avec le maximum de clairvoyance : on n'évitera pas non plus la *réplique décisive* : grève générale jusqu'à victoire complète, c'est-à-dire : *gouvernement ouvrier et paysan.*

Ceci m'amène à votre deuxième question : elle soulève les problèmes les plus graves, comme ceux du passage des revendications corporatives à la revendication du pouvoir. Il faut incontestablement consulter les organisations sur la solution à apporter : ce n'est pas d'une équipe gouvernementale, quelle qu'elle soit, que dépend le sort du prolétariat: c'est du prolétariat lui-même, de son action directe de classe, de ses organisations, de sa capacité de défense et d'attaque contre le régime capitaliste, cause de tous ses maux.

Or, à l'heure où nous sommes, le capitalisme menace de prolonger son agonie par une dictature fasciste et par la guerre. Toutes les revendications matérielles immédiates sont liées directement au rapport des forces antagonistes : ce qui est arraché à l'une renforce l'autre; la déflation, arrachant aux travailleurs une part nouvelle de sa capacité de consommation, permet au capitalisme de se prolonger, d'armer ses Croix de Feu et de nourrir grassement ses munitionnaires. Tout recul de l'heure du corps à corps final risque de livrer une classe ouvrière affaiblie à la servitude fasciste.

Cependant, tout ce qui doit permettre au prolétariat de réunir des facteurs de succès doit être utilisé par lui : alliances de toutes les victimes, neutralisation de certaines couches sociales intermédiaires, utilisation des dernières parcelles de démocratie bourgeoise, etc..., ces éléments sont recherchés et peuvent être rassemblés. Mais les organisations syndicales doivent prendre conscience qu'elles seules constituent le véritable moteur et leurs initiatives doivent être dirigées dans le sens *du pouvoir pour les travailleurs.*

D'où indépendance à l'égard de tout gouvernement!

Mais non pas indépendance de tout gouvernement à leur égard!

Un gouvernement des travailleurs peut être porté au pouvoir : ce sera « le pouvoir » factice, illusoire, et par suite inefficace au plus haut point, si les syndicats comptent exclusivement sur le fonctionnement des institutions parlementaires et ne se préparent pas à utiliser ce dispositif pour *la conquête du vrai pouvoir*, c'est-à-dire la production entre les mains des syndicats, l'administration politique du pays entre les mains du parti prolétarien (unifié), la répartition des produits entre les mains des coopératives, toutes ces modalités de l'action prolétarienne étant inspirées par la même interprétation marxiste de la révolution. A ce moment, les relations entre gouvernement et syndicats ne sont plus de la même nature : elles sont déterminées par la solidarité de classe qui cimente le pouvoir ouvrier, mais le pouvoir ouvrier n'est vraiment installé sur une base historique solide que si les institutions politiques et économiques créées par la classe ouvrière sont des formes différentes, également nécessaires, mais complémentaires d'une classe *appelée tout entière, avec le maximum de liberté et de démocratie intérieure, à la construction de la société socialiste.*

En résumé, une nouvelle orientation syndicale est commencée. Si elle n'est le fait que des cadres, elle risque de subordonner l'avenir du prolétariat à des intérêts non spécifiquement prolétariens, donc de reculer la révolution nécessaire. Au contraire, si elle est constamment propulsée par l'initiative des masses *conscientes, sachant ce qu'elles veulent, sachant où elles vont,* elle peut conduire très rapidement à la conquête du pouvoir politique et à la révolution prolétarienne.

Que les travailleurs, dans leurs assemblées syndicales, regardent en face l'ensemble de la situation et qu'ils dictent leurs volontés.

**A. Wintermantel** (*Gaz de Paris*) Je réponds avec plaisir aux questions que vous me posez :

1° *Riposte des organisations syndicales aux décrets-lois.*

Non, la riposte des organisations syndicales, jusqu'à maintenant, n'a pas été suffisante. Elle doit s'amplifier dans des jours très prochains. C'est une véritable bataille qu'il faut engager.

A-t-on fait tout ce qu'on pouvait faire? demandez-vous.

Je pense qu'une décision brutale, comme la grève générale, ne pouvait être prise sans réflexion. A mon sens, le gouvernement a compris son impuissance à résoudre la crise, avec des remèdes *qui ne doivent pas frapper les riches.* Il sait qu'il joue son dernier atout et il est prêt à se jeter dans les bras du colonel de La Rocque. Demain, si le prolétariat n'est pas assez fort, c'est, avec certitude : le fascisme. Nous n'avons donc pas le droit d'être vaincus dans la lutte qui doit rapidement se développer. Or, chacun sait que le gouvernement a provoqué une grève générale des fonctionnaires. Il la voulait immédiate et mal préparée, et s'apprêtait à briser les organisations syndicales. Les mesures prises par Mandel le démontrent suffisamment.

Pour remporter la victoire j'estime que le syndicalisme doit réaliser deux conditions : *a*) établir l'unité de direction; *b*) engager, de concert avec toutes les victimes des décrets-lois, une lutte bien préparée, qui doit être rude et qui sera menée jusqu'au bout sans défaillance.

Il semble que l'unité de direction est virtuellement chose faite, et c'est tant mieux, nous attendons maintenant des directives. La parole est à ceux que notre confiance a placés aux postes de direction.

2° En ce qui concerne la crainte que vous exprimez de voir les syndicats de fonctionnaires s'engager dans des aventures politiciennes, je veux vous donner franchement mon opinion.

Nul plus que moi n'est partisan de l'indépendance totale du syndicalisme à l'égard de tous les partis politiques. J'ai cependant demandé au Comité intersyndical des Services publics de la région parisienne, immédiatement après la parution des décrets-lois, que la C.G.T. prenne l'initiative de rassembler autour d'elle les organisations ouvrières, les partis politiques de gauche, les associations d'anciens combattants et de petits commerçants, tous ceux en un mot qui se sont déclarés contre la déflation, et d'organiser par tout le pays des réunions et manifestations de protestation. Demander l'aide d'un parti politique qui prétend défendre les intérêts des classes laborieuses, ce n'est pas s'inféoder à lui. Encore moins, si l'appel est fait à plusieurs partis à la fois.

Devant une situation catastrophique, dont la gravité oblige les organisations syndicales à sortir du cadre un peu étroit des tâches purement corporatives, nous pensons pouvoir nous associer à une entreprise dont le but ouvertement déclaré est la chute du gouvernement des décrets-lois. Mais nous n'avons pas le droit de pousser au pouvoir telle équipe gouvernementale plutôt que telle autre, sous peine de perdre le caractère mille fois proclamé de nos organisations : l'indépendance du syndicalisme, et d'endosser une grosse responsabilité.

Nous estimons que la déflation est néfaste aux intérêts des travailleurs que nous représentons. Nous luttons pour le renversement du gouvernement qui veut imposer cette politique. En faisant cela, il est évident que nous permettrons l'avènement d'une équipe antidéflationniste. Mais nous n'avons pas à nous occuper de sa formation et, quelle que soit sa composition, nous devrons conserver, vis-à-vis d'elle, la même indépendance.

C'est ainsi que j'ai compris le sens du manifeste du cartel confédéré. Si ce n'était pas là ses intentions, s'il devait avoir partie liée avec un parti politique ou une coalition de partis qu'il pousserait au pouvoir, alors vous me trouveriez avec vous pour protester contre une telle attitude.

## RENAISSANCE DU SYNDICALISME

# Au Congrès du Syndicat National des Instituteurs

*Le Congrès annuel du Syndicat National des Instituteurs présente toujours beaucoup d'intérêt pour le militant ouvrier. Lorsque l'année est celle du Congrès confédéral, il constitue une sorte de préface à celui-ci, et, à ce titre, son intérêt est plus grand encore.*

*Il en a été ainsi cette année. La discussion du gymnase Huygens sur le rapport moral a, en réalité, embrassé dans toute son étendue le problème posé devant le mouvement syndical par l'existence et l'activité du front populaire.*

*D'aucuns regretteront sans doute que la discussion du rapport moral n'ait pas été d'abord ce qu'elle doit normalement être : un examen minutieux de l'activité du bureau pendant l'année écoulée. Il semble que, s'en remettant en tout aux dirigeants, on ait, au S. N., une tendance un peu prononcée à la louange automatique, si je puis dire. Cela parut d'autant plus regrettable qu'en fait on avait à examiner de près les causes de la véritable défaite syndicale que constitue l'application des décrets-lois. Ne devait-on pas se demander pourquoi et surtout comment le gouvernement Laval-Herriot-Frossard avait pu réussir, contre les fonctionnaires, une opération d'une ampleur qu'aucun gouvernement précédent n'avait jamais osé envisager. N'aurait-on pas dû, après l'examen du passé, rechercher tout de suite les formules d'action encore possibles, encore efficaces ?*

*Las ! Il est apparu, au contraire, que les militants éprouvaient beaucoup de gêne dès qu'ils abordaient le fond de ce délicat problème. Mais, par contre, quelle flamme, quelle ardeur, quelle passion lorsqu'il s'agissait du front populaire !*

*Dès le discours d'introduction de Delmas, le problème se trouva posé, non plus sur son plan normal, sur le plan syndical de la défense des situations acquises, de la protection des intérêts les plus immédiats, mais sur le terrrain politique, sur le terrain du front populaire. Alors qu'on se montrait incapable, ou presque, de défendre le pain quotidien, c'est-à-dire de l'effort minimum, on ne craignait point de se lancer — en paroles tout au moins — dans l'effort maximum, de déclarer qu'il s'agissait de prendre le pouvoir, de vaincre la crise économique, en un mot de commencer la « grande révolution ».*

*Comme si une masse d'adhérents venant de se révéler impuissante pour la défense de son bifteck pouvait se découvrir soudain le courage de*

*l'effort total ! Mais, bien sûr, ce qui séduit tant de gens, dans le front populaire, c'est qu'il présente l'avantage inestimable de charger d'autres que soi de faire ce qu'on ne peut ou ce qu'on ne veut pas faire soi-même. Des camarades du S. N. parlent de la « carence du syndicalisme », sans se rendre compte que la carence du mouvement politique de gauche devrait, depuis les expériences de 1924 et de 1932, être tenue par tous pour un fait acquis. Ce n'est pas l'appoint des communistes au Cartel des Gauches qui peut donner à ce Cartel le courage et les moyens de faire mieux, surtout que nos communistes paraissent aujourd'hui diablement modérés. Constater la « carence du syndicalisme » et vouloir s'en remettre à d'autres, dont la carence est indiscutable, c'est la politique de Gribouille.*

*Mais, pour certains, le discours de Delmas n'a été en somme qu'une déclaration de candidature à l'exercice du pouvoir au sein du gouvernement de front populaire, et à beaucoup d'indices on peut, en effet, croire que la jeune équipe du syndicalisme des fonctionnaires est prête à se lancer dans l'aventure de la participation ministérielle selon le mode belge. En ce cas, évidemment, on ne s'en remettrait pas à d'autres. Mais cette tactique nouvelle, cette évolution probable des militants des fonctionnaires sont d'une telle importance et présentent tant de dangers qu'il convient de chercher à voir clair, et bien clair, dans la position du mouvement syndical devant le front populaire.*

*Il est réconfortant que pour ainsi dire tous les orateurs qui se sont succédé à la tribune de Huyghens aient émis d'importantes réserves et des objections sérieuses à propos du front populaire. Que ce soit Hagnauer — qui a notamment déploré que le Comité du rassemblement populaire du 14 juillet ait purement et simplement escamoté les revendications syndicales et qui a regretté l'attitude prise après les décrets-lois par le Cartel Confédéré des Services publics; que ce soit la camarade Barthez de l'Hérault — qui n'a pas confiance en certains hommes du front populaire et qui a demandé que la C.G.T. n'entre pas dans l'équipe gouvernementale de demain; que ce soit Lavenir, du Rhône — qui a réclamé du neuf mais pas dans le cadre politique et qui a en quelque sorte appliqué notre formule « Au syndicat le pouvoir ! » dans l'actualité en souhaitant que la C.G.T. soit, elle, le gouvernement de demain* (1); *que ce soit Giauffret — qui a montré Daladier partisan de la réduction des traitements; que ce soit Morelli, de la Charente; que ce soit Delhermet (Hte-Loire) — qui a demandé qu'on s'entende sur un programme; que ce soit Chareil, de la Creuse — pour qui les États généraux du Travail convoqués par la C.G.T. devraient siéger en permanence et se substituer au Parlement; que ce soit Blain, du Rhône — qui a souhaité que le gouvernement éventuel de front populaire soit soumis au contrôle des syndicats; que ce soit Vielle (Gironde) — « aucun de ceux qui ont mis leur signature au bas des décrets-lois ne devra être repêché par le front populaire » — tous ceux qui ont pris la parole dans cette si intéressante discussion, absolument tous ont en quelque sorte tempéré l'ardeur... gouvernementale manifestée par Delmas — et, bien sûr, on a dû en tenir compte dans la résolution ensuite présentée.*

*J'avoue ne pas partager l'optimisme, l'enthousiasme même de notre camarade Marthe Pichorel — qui ne se formalisera pas si je l'écris ici — quant au front populaire capable de gouverner. A voir comment il se montre capable d'obtenir la convocation du Parlement — pourtant formellement promise ! — on est en droit de douter sérieusement qu'il tiendra mieux ses autres promesses. « On se débarrassera à la fois du gouvernement, de la déflation et des décrets-lois », a dit Marthe Pichorel. Hélas ! On se débarrassera sans doute du gouvernement — tout en repêchant les hommes que les communistes ménagent visiblement — mais les décrets-lois ce sera une autre affaire! Il est déjà symptomatique que leur abolition complète ne figure pas dans les mesures immédiates que, selon Delmas, devra prendre le gouvernement de front populaire.*

*Quand Vivès — dans son discours de réponse — déclarait que le syndicalisme se trouvait devant des événements graves sans doctrine définie, quand il ajoutait que la Charte d'Amiens présentait la lacune de n'avoir pas prévu ce que ferait le syndicalisme avant et après la révolution, je me demandais s'il était vrai, s'il était possible qu'un esprit positif comme le sien croie que nous soyons à la veille d'autre chose que d'une banale opération politique, que nous soyons à l'aube de l'effort révolutionnaire, au début du grand coup. Il m'a semblé qu'il rejoignait d'autres militants dans l'idée de* la révolution pour demain *et que, ce faisant, lui qui parle toujours des faits, il négligeait singulièrement les éléments réels de la situation, l'état effectif des forces en présence.*

*On a pu se réjouir d'entendre ensuite Vivès déclarer cependant que, quoi qu'il arrive, le syndicalisme devra rester fortement organisé, qu'il ne devra point renoncer, mais poursuivre sa tâche à côté des hommes de la nouvelle équipe gouvernementale — et contre eux s'il le fallait.*

*Il le faudra sûrement.*

*Nul doute que la discussion du Congrès du Syndicat National des Instituteurs se prolongera, se développera devant le prochain Congrès confédéral. Une fois de plus, le Congrès du Syndicat National aura rempli sa mission d'éclaireur.*

M. Ch.

(1) Formule bien différente, contrairement à l'opinion de Vivès, de la participation ministérielle.

## ENTRE NOUS

La plus grande partie de ce numéro est consacrée à la Conférence nationale de Saint-Denis. Nous avions en effet le devoir de renseigner abondamment et exactement nos amis sur ce qui s'est passé à cette assemblée. Nous avions aussi le devoir de parler net devant l'orientation prise par un mouvement dont nous avons été les initiateurs et auquel nous avons — notre ami Louzon en particulier — consacré la majeure partie de nos efforts depuis trois mois. Voilà qui est fait. Pour nous, l'incident est à peu près clos. A part les réponses qui s'avéreront indispensables, nous n'en parlerons plus.

Le camarade Pietro Nenni, secrétaire du Parti socialiste italien, ayant répondu à notre sollicitation, nous publions son article sur la guerre imminente en Abyssinie.

Nous continuons la publication des réponses reçues à notre enquête sur le mouvement des fonctionnaires. Toutefois, nous devons laisser sur le marbre celles de Poussel, de Coudrin, de Turpin et de Ploncard. Ce sera pour le prochain numéro.

Nous devons également remettre au prochain numéro la suite de l'exposé de Duperray sur les conférences d'Yvon devant les Unions confédérées de Saint-Etienne.

Et les études commencent à s'amasser dans nos cartons...

Aussi serions-nous tout à fait heureux si l'effort de nos amis pouvait nous permettre d'augmenter le nombre de nos pages.

Avec la fin des vacances, assisterons-nous à un renouveau d'activité en faveur de la *R. P.* ?

La Coopographie, 11, r. de Metz, Courbevoie. Tél. 240

*Le gérant :* M. Chambelland.

COLLECTIONS DE " LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE "

# Précis de géographie économique

par J.-F. HORRABIN
traduit de l'anglais par J. PÉRA

**(45 Cartes)**

**Prix : 9 francs** *QUATRIÈME MILLE*

DEUX ANS D'INDOCHINE

# Un Fleuve de Sang

**Une brochure**

**Prix : UN franc**

*« Cette brochure est parfaite. »*
Andrée VIOLLIS.

Expédiés franco contre un mandat envoyé à notre compte de chèques postaux :
RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE, 54, rue du Château-d'Eau, PARIS-Xe (Compte No 734-99 Paris).

Vous ne connaissiez pas

# la Révolution prolétarienne

REVUE BIMENSUELLE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE

*« L'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes. »*

Lisez les **numéros de propagande** que nous vous envoyons gratuitement.

Nous sommes des syndicalistes révolutionnaires, et nous voulons la RENAISSANCE DU SYNDICALISME d'action et d'indépendance qui faisait, avant la guerre, la force de la C.G.T.

Nous voulons l'UNITÉ SYNDICALE, indispensable contre le fascisme et contre la guerre.

Si notre mouvement ne vous intéresse pas, écrivez-nous d'arrêter nos envois.

S'il vous intéresse,

**abonnez-vous sans tarder !**

*(Conditions d'abonnement d'autre part).*

**Ni parlementarisme, ni fascisme, Tout le Pouvoir aux Travailleurs !**

**Tout le Pouvoir au Syndicat !**

**Un livre à lire**

HENRY POULAILLE

# Les Damnés de la Terre

**(1906-1910)**

**Roman**

**Prix : 18 francs** 1 vol. *(Editions Bernard Grasset)*

En vente à la LIBRAIRIE DU TRAVAIL, 17, Rue de Sambre-et-Meuse, PARIS-Xe

**Vient de paraître**

# POUR L'UNITÉ SYNDICALE

par

Léon DIGAT

ex-Secrétaire général de la Fédération Postale

*Une forte brochure de 120 pages*

Editions du SYNDICAT NATIONAL DES AGENTS des P.T.T., 211, rue Lafayette, Paris-Xe

**Vient de paraître**

Magdeleine PAZ

**Pour VICTOR SERGE**

# La Défense de la Pensée et le Congrès International des Ecrivains

**(21-25 JUIN 1935)**

*Une brochure : 1 franc*

Editions du " NOUVEAU PROMÉTHÉE ", 32, rue Rodier, Paris-IXe. *En vente à la " RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE ".*

LA COOTYPOGRAPHIE, 11, R. DE METZ, COURBEVOIE. TÉL. 260.